



ZONE CEMAC

# Les banques des Etats membres résilientes

En dépit des affres causées par la pandémie du coronavirus covid-19 et la crise économique mondiale, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Abbas Mahamat Tolli, a assuré le 20 octobre au chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, que les banques des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) sont

résilientes et accordent des crédits. Il s'exprimait à l'issue de l'audience que le chef de l'Etat congolais lui a accordée. « Nous sommes presque à 84% d'exécution de notre plan stratégique en ce qui concerne la Banque centrale, nos banques sont résilientes et font des crédits, nonobstant les crises répétitives depuis quelques années », a-t-il déclaré.

Page 16



Abbas Mahamat Tolli

NÉGOCIATIONS CONGO-FMI

## Jean-Baptiste Ondaye sollicite le soutien de la France



Poignée de main entre Jean-Baptiste Ondaye et Emmanuel MoulinDR

En mission de travail à Paris, en France, où il s'est entretenu avec le directeur général du Trésor français, Emmanuel Moulin, le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, a sollicité l'implication de l'Etat français dans la mise en œuvre du programme de réformes macroéconomiques conclu avec le Fonds monétaire international (FMI).

L'argentier congolais qui craint les conséquences d'un arrêt brutal des subventions sur la consommation des ménages a indiqué : « La suppression brutale des subventions avec l'augmentation significative des prix des produits pétroliers et des biens de première nécessité aura des répercussions importantes sur la consommation des ménages ».

Page 4

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## En finir avec les arriérés de bourses nationales



La ministre annonçant l'objectif d'en finir avec les arriérés de bourses

La commission nationale des ressources humaines du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est en train d'étudier, au cours de sa session qui s'achève le 26 octobre, les nouvelles modalités d'attribution, de suspension et de renouvellement des bourses.

La ministre de tutelle, Delphine

Edith Emmanuel, a déclaré qu'à la fin des travaux, les bourses des étudiants actuellement inscrits à l'université devraient être payées. « Nous ne serons plus confrontés à cette situation atypique de payer les arriérés de bourses 2018, 2019, 2020, 2021 dès lors que certains sont déjà des fonctionnaires », a-t-elle expliqué.

Page 7

CHAN ALGÉRIE 2023

## Le Congo débute la compétition contre le Cameroun

Le calendrier de la septième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) a été rendu public. Les Diables rouges du Congo débute la compétition, le 16 janvier, en affrontant les Lions indomptables du Cameroun, avant de recevoir le Mena du Niger quatre jours après.

Finir avant les autres concurrents est un privilège. Encore faut-il savoir en tirer profit pour éviter les éventuels calculs lors du match Niger-Cameroun comptant pour la troisième journée.

Page 7



Les Diables rouges locaux

ÉDITORIAL  
Vie chère...

Page 2

## ÉDITORIAL

## Vie chère...

Peut-être trop chère ! Comme si les mesures gouvernementales visant la maîtrise des coûts des produits alimentaires, adoptées dans le cadre du plan de résilience 2022-2023, manquaient leur objectif. Sur les marchés de Brazzaville, il n'y a presque plus de limite à ce que le commerçant décide tout seul de l'échelle des prix de la marchandise qu'il propose au client. Du bidon d'huile importé, en principe subventionné, aux denrées émanant de la production locale, chacun y va de son intuition.

Assidues des lieux pour des raisons évidentes, les mamans se plaignent de l'augmentation du prix de la tomate, de l'oignon, de la banane, du poulet, du poisson fumé, de la portion de viande de bœuf ou de brousse, du poids déclinant du pain. Les articles manufacturés sont aussi soumis à une fluctuation du prix de vente alors que les recommandations évoquées plus haut étaient destinées à renforcer la sécurité des ménages.

En édictant ces mesures de résilience, le gouvernement a réagi prestement aux effets d'entraînement que produirait éventuellement le conflit en Ukraine sur la production nationale affectée par la double crise économique et de la pandémie de covid-19. Plus de 171 milliards FCFA ont été affectés à la mise en œuvre de ce plan dans lequel figurait en bonne place la stabilisation des produits alimentaires et agricoles essentiels.

De ce que l'on observe dans la capitale, il n'est pas sûr que les organes de suivi aient pris le relais dans l'application de ce plan de résilience. Lors du Conseil des ministres du 17 juin dernier, le gouvernement reconnaissait que l'efficacité de celui-ci nécessitait des outils de suivi-évaluation. Un comité de pilotage, une coordination et un secrétariat techniques intégrant les administrations et les ministères concernés constituaient l'ossature de cette ambitieuse initiative...

Au résultat, le terrain montre que beaucoup reste à faire.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## SOUVENIRS

## Grégoire Lefouoba rend hommage à Stéphane-Maurice Bongho Nouara

Décédé le 7 octobre 2007 à Bruxelles, en Belgique, et inhumé le 23 octobre de la même année avec les honneurs dignes de son rang en présence du couple présidentiel, l'ancien Premier ministre, Stéphane-Maurice Bongho Nouara, a totalisé quinze ans sous terre. Son ancien ministre, le Pr Grégoire Lefouoba, lui rend l'hommage ci-dessous.

« Le 7 octobre 2007 de tous les vents qui ravagent les cœurs et encensent le pouvoir du souvenir. Le ciel voit tout et en retour nous le voyons. Telle est la mystique du souvenir dans les cœurs des gens qui nous ont aimés, qui nous ont quittés. Comment oublier les deux faces de la vie qui sont tristesse et joie ?

La tristesse nous est imposée, tandis que la joie est une création distinctive. Devrons-nous retenir la tristesse ou le contraire ?

Je pense qu'il est utile de ne retenir que ce dont on est la cause, c'est-à-dire la joie. Stéphane nous a

inventé la joie de vivre par son allure, et surtout par la puissance de son verbe et l'élégance que lui produisait sa taille.

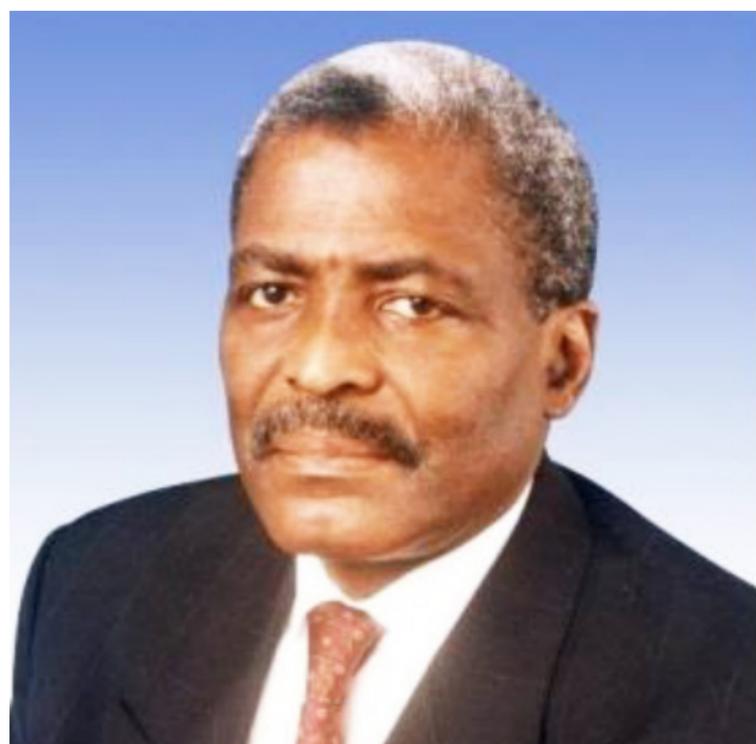
Le verbe haut et le propos pertinent traduisaient le regard qu'avait Stéphane de la vie. Si les manières sociales sont un trait qui distingue un homme des autres, l'on peut dire simplement que Stéphane était l'incarnation de vivre dans la beauté et d'en offrir aux autres. Je ne sais quoi dire aujourd'hui pour arroser le jardin de mes souvenirs qui sont devenus orphelins de

tes pas.

Seulement, il me revient la résolution

de dire du premier Premier ministre de l'ère démocratique qu'il est la synthèse de l'évolution du Congo dans son effectivité totale. Le nom de Stéphane se déclame et on le chante, car il doit puissamment sonner comme la cloche du matin pour rutiler comme le sabre au soleil.

Il y a des personnes sur cette terre qui ne s'effaceront qu'avec la dernière goutte de sang des leurs. Tel est le destin des hommes dont la vie aura été bienveillante, loin des trois bassesses de l'âme qui sont amertume, envie et ressentiment. Il nous reste la légende de son sourire pour recycler la joie qu'il continue de nous procurer ».



Stéphane-Maurice Bongho Nouara

de dire du premier Premier ministre de l'ère démocratique qu'il est la synthèse de l'évolution du Congo dans son effectivité totale. Le nom de Stéphane se déclame et on le chante, car il doit puissamment sonner comme la cloche du matin pour rutiler comme le sabre au soleil.

Il y a des personnes sur cette terre qui ne s'effaceront qu'avec la dernière goutte de sang des leurs. Tel est le destin des hommes dont la vie aura été bienveillante, loin des trois bassesses de l'âme qui sont amertume, envie et ressentiment. Il nous reste la légende de son sourire pour recycler la joie qu'il continue de nous procurer ».

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimmo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé  
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PARLEMENT

# Le Congo veut s'arrimer aux exigences de l'OIT

Sur les vingt-cinq affaires inscrites à l'ordre du jour de la première session ordinaire (budgétaire) de l'Assemblée nationale, dont les travaux se poursuivront jusqu'en décembre prochain, figurent une dizaine de ratification des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Les députés sont, en effet, appelés à autoriser, entre autres, la ratification des conventions sur les travailleurs migrants ; le repos hebdomadaire ; les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants ; le congé-éducation payé ; l'égalité de traitement des nationaux en matière de sécurité sociale. Sont également concernées les conventions sur la négociation collective ; la sécurité et la santé des travailleurs ; la politique de l'emploi ainsi que la conservation des droits en matière de sécurité sociale. Sans oublier les conventions relatives aux représentants des travailleurs ; aux soins médicaux et les indemnités de maladie.

La représentation nationale devrait aussi se prononcer sur la ratification de l'accord de coopération militaire et technique entre le Congo et le Rwanda, ainsi que sur la ratification de l'accord de coopération entre la République du Congo et la République démocratique du Congo relatif à la mise en œuvre du projet « Boucle de l'amitié énergétique ».

La première session ordinaire de la quinzième législature est, en outre, une occasion pour les élus du peuple d'autoriser la ratification des accords de prêt numéro « 5565130000801 » et de don numéro « 5565155001851 » du projet « P-CG-AAG-004 » de développement intégré des chaînes de valeurs agricoles entre le Congo et la Banque africaine de développement (BAD). Selon le pré-



Le siège du Parlement à Brazzaville/DR

sident de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, ce projet de loi a vocation à promouvoir une agriculture compétitive et résiliente à travers le développement intégré des chaînes de valeurs agro-alimentaires. « En effet, la politique de mise en place des Zones agricoles protégées consacre la production en grande quantité et en qualité de nombreuses espèces agricoles, comme le manioc, le maïs... », a-t-il commenté.

## Vers la création du Conseil supérieur de la Cour des comptes et de discipline budgétaire

L'autre affaire soumise pour adoption au Parlement est le projet de loi relatif aux contrats de partenariat public-privé. D'après l'exécutif, ce projet de loi a pour objectif d'inciter le secteur privé à participer à la conception, au financement et à l'exploitation des infrastructures, grâce à la mise en place d'un cadre juridique

équilibré pour sécuriser les investissements. Il s'agit, a indiqué le président de la chambre basse du Parlement, d'une des réformes qui va dynamiser l'économie nationale en la rendant inclusive et compétitive. « Il permet, d'une part aux partenaires privés, de sécuriser et de rentabiliser leurs investissements et, d'autre part à l'Etat, de réaliser les projets structurants qui contribueront à l'amélioration des conditions de vie des Congolaises et des Congo-

lais. C'est une avancée majeure », estime-t-il.

Les députés adopteront, par ailleurs, le projet de loi de finances exercice 2023 et le projet de loi organique déterminant les attributions, l'organisation, la composition et le fonctionnement de la Cour des comptes et de discipline budgétaire ainsi que la procédure à suivre. Pour l'Assemblée nationale, le projet de loi de finances exercice 2023 se doit de prévoir les ressources indispensables à la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026. Quant au projet de loi portant sur la Cour des comptes et de discipline budgétaire, ce texte de loi, jugé novateur par nature, assure à cette institution une indépendance par rapport aux pouvoirs exécutif et législatif, et une autonomie devant toute autre juridiction.

« En outre, il préconise une relation vertueuse entre la Cour des comptes et le Parlement en matière d'exécution des lois de finances, pour ce qui est de la certification, la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général de l'Etat. Comme innovation majeure, ce projet de loi institue le Conseil supérieur de la Cour des comptes et de discipline budgétaire, présidé par le président de la République. Pour tout dire, ce projet de loi sacralise l'orthodoxie financière », a conclu Isidore Mvouba.

Parfait Wilfried Douniama

**« ...Il préconise une relation vertueuse entre la Cour des comptes et le Parlement en matière d'exécution des lois de finances, pour ce qui est de la certification, la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général de l'Etat. Comme innovation majeure, ce projet de loi institue le Conseil supérieur de la Cour des comptes et de discipline budgétaire, présidé par le président de la République. Pour tout dire, ce projet de loi sacralise l'orthodoxie financière »**

## LE FAIT DU JOUR

## Tchad : un piège?

Saleh Kebzabo est-il tombé dans un piège ? Devoir œuvrer au retour à la vie démocratique dans son pays aux côtés de militaires arrivés au pouvoir à la suite de la disparition tragique, en avril 2021, du maréchal-président Idriss Déby Itno alors que cette procédure exceptionnelle avait été interprétée par beaucoup, au Tchad-même et à l'étranger, comme relevant de la pure usurpation ?

Longtemps opposant au régime Déby père, le leader de l'Union nationale pour le développement et le renouveau avait, à la surprise générale, accepté d'accompagner le fils, Mahamat Idriss Déby Itno, désigné pour prendre la suite du défunt président. Une année plus tard, Saleh Kebzabo était devenu vice-président du comité d'organisation du

dialogue national inclusif mis en place pour préparer le Tchad à revenir à un régime civil.

Ce dialogue organisé à N'Djamena, après de longs pourparlers menés à Doha, au Qatar, entre le gouvernement de transition et les groupes armés, s'est achevé début octobre sur une note qualifiée de mitigée par les observateurs de la scène tchadienne du fait de la défection de plusieurs délégations. En particulier l'église catholique, certains partis politiques et groupes armés. A l'expérience, dans le cas de pays sortant de conflits comme le Tchad, du fait aussi d'intérêts forcément divergents des parties en présence, de telles retrouvailles se résument pour l'essentiel à la préservation de la paix civile.

C'est sur ce critère-là que les

Tchadiens fondent l'espoir que leur pays a une opportunité à saisir d'avancer vers la réconciliation nationale véritable. Kebzabo est l'une des voix optimistes entendues lors de la clôture de ces échanges, mais peut-être qu'il s'attendait à jouer un rôle important dans cette nouvelle étape vers le retour à l'ordre constitutionnel au Tchad. Dans un tweet publié le même jour, il n'a pas moins salué le fait que « toutes les voies du rassemblement sont offertes aux Tchadiens pour réécrire leur histoire ».

Depuis le 8 octobre, la transition installée en avril 2021 s'est refermée au profit de celle issue du dialogue. Le général Mahamat Idriss Déby Itno y est reconduit comme président pour vingt-quatre mois, avec une option en forme de bonus : il est autorisé à

se présenter à la future élection présidentielle s'il le souhaite. Et c'est Saleh Kebzabo, 75 ans, ancien journaliste, plusieurs fois candidat à l'élection présidentielle, qui dirige le nouveau gouvernement.

Une chose est certaine, la mission de cette équipe composée d'une quarantaine de ministres ne sera couronnée de succès que si elle fédère autour d'elle toutes les énergies du pays, si sa pratique quotidienne éloigne le Tchad du recours récurrent à la lutte armée comme moyen d'accéder au pouvoir d'Etat. Saleh Kebzabo a dû depuis quelques mois se brouiller avec ses amis de l'opposition pour ce que ces derniers ont assimilé à de la « trahison ». Il faut dire qu'il a du pain sur la planche.

Gankama N'Siah

## PROGRAMME CONGO-FMI

# Le gouvernement congolais a sollicité le soutien de la France

L'État congolais négocie une réduction progressive des subventions du Fonds monétaire international (FMI) au lieu d'une suppression brutale de celles-ci. En mission de travail à Paris, en France, le ministre de l'Économie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, s'est entretenu à ce sujet, le 19 octobre, avec le directeur général du Trésor français, Emmanuel Moulin.

Le ministre de l'Économie et des Finances s'est rendu en France pour solliciter le soutien des autorités françaises, afin qu'elles plaident en faveur du Congo dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réformes macroéconomiques conclu avec le FMI. La délégation congolaise et Emmanuel Moulin, représentant le ministre français de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, ont fait le point sur l'exécution du programme et la situation économique au Congo.

Le gouvernement congolais redoute les conséquences sociales d'un arrêt brutal des subventions sur le pouvoir d'achat des ménages. « *La croissance économique reprend timidement au Congo, après trois années de récession. En effet, une suppression brutale des subventions avec l'augmentation significative des prix des produits pétroliers et des biens de première nécessité aura des répercussions importantes sur la consommation des ménages qui ne seront que faiblement impactés par les*



Poignée de main entre Jean-Baptiste Ondaye et Emmanuel Moulin/DR

**« La croissance économique reprend timidement au Congo, après trois années de récession. En effet, une suppression brutale des subventions avec l'augmentation significative des prix des produits pétroliers et des biens de première nécessité aura des répercussions importantes sur la consommation des ménages qui ne seront que faiblement impactés par les transferts sociaux »**

*transferts sociaux* », a signifié Jean-Baptiste Ondaye à son interlocuteur.

La partie française a suggéré, pour sa part, au gouvernement congolais de s'engager sur un plan d'actions progressif de la réduction des subventions qui pourrait s'étaler sur une période d'un à deux ans. Par ailleurs, la France a décidé de conditionner le versement de la seconde tranche de son appui budgétaire en faveur du Congo au succès de la deuxième revue du programme avec le FMI, en janvier 2023.

Outre le programme Congo-FMI, la question de la réglementation du bitcoin (money électronique) par la République centrafricaine et de la garantie d'indépendance dans la gouvernance de la Banque des États de l'Afrique centrale a été évoquée au cours de la rencontre.

Notons que le ministre congolais de l'Économie et des Finances prendra prochainement la tête du Comité interministériel de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

**Fiacre Kombo**

## CONSEIL CONSULTATIF DE LA JEUNESSE

## Michrist Kaba-Mboko et les défis à relever

Nommé secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ) par décret présidentiel du 14 octobre 2022, Michrist Kaba-Mboko succède à ce poste à Juste Bernardin Gavet qui y a passé près de quatre ans, avant d'aller siéger à l'Assemblée nationale pour le compte de la circonscription électorale unique de Yaya, dans le département du Niari.

Suppléant du député de la deuxième circonscription électorale de Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, Michrist Kaba-Mboko est un jeune expérimenté, à en croire certains témoignages. Âgé de 33 ans, le nouveau secrétaire exécutif du CCJ est un expert en politiques publiques (Sciences Po Paris). Chef de service finances et comptabilité près la délégation budgétaire du Port autonome de Pointe-Noire, il est conseiller financier près le premier vice-président de l'Assemblée nationale depuis 2020.

Membre de la Force montante congolaise (FMC) depuis sa création, il y occupe les fonctions de secrétaire à l'Éducation et à la Formation politique, depuis le premier congrès ordinaire, tenu en octobre 2020. Il est également secrétaire à la Jeunesse, à la Culture et au Sport du conseil du comité du

Parti congolais du travail (PCT) Ouenzé.

Michrist Kaba-Mboko a animé la FMC en région parisienne (Île de France) aux côtés de Martin Okogna (fiscaliste) et de Rinala Aya (avocate). Ce jeune marié, père d'enfants, a également milité dès son entrée pour le changement de la Constitution aux côtés de la fédération PCT-France. Il fut délégué départemental au dialogue intergénérationnel de Kintélé, organisé en 2016 par le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique d'alors, Anatole Collinet Makosso.

Une longue expérience qu'il entend capitaliser à la tête du CCJ. « *Je remercie avant tout le chef de l'État pour la confiance placée en ma modeste personne et, plus loin, je mesure parfaitement l'ampleur de la tâche. Le Congo, c'est plus de 70% d'une population jeune, c'est donc une grande res-*



**Michrist Kaba-Mboko, nouveau secrétaire exécutif du CCJ**  
*sabilité que j'aborderai avec humilité car l'apprentissage se fera au jour le jour avec les amis jeunes de tous les départements et de toutes les catégories sociales* », a déclaré Michrist Kaba-Mboko. Selon la loi organique n°15-2018 du 15 mars 2018 déterminant

l'organisation, la composition et le fonctionnement de cet organe, il a pour missions essentielles d'éclairer le chef de l'État, le gouvernement et l'ensemble des institutions sur la prise en compte effective des questions liées aux jeunes. Ceci en donnant plus particulièrement des avis techniques sur les sujets relevant de la jeunesse. Il s'agit, en effet, d'une émanation constitutionnelle qui permet à cette couche de la population de participer pleinement à la vie de la nation, dans le respect des lois et règlements en vigueur. Le CCJ est, par ailleurs, un instrument de gouvernance intergénérationnelle.

Michrist Kaba-Mboko est nommé au moment où la jeunesse congolaise semble perdre ses repères avec des phénomènes d'insécurité urbaine occasionnée par les « bébés noirs ou kulunas ». Ce sont, en effet, des jeunes

en manque d'encadrement qui sont à l'origine de ce fléau qui endeuille de nombreuses familles dans les grandes villes du pays. « *Pour la délinquance, nous aurons le temps de l'évoquer plus longuement car le sujet a besoin des propositions efficaces. Il s'agit de mettre à contribution toutes les cellules qui accueillent nos jeunes, ceci, partant de la première cellule, la famille, l'école... Plus loin, ce sera aussi de penser à des occupations intéressantes pour nos jeunes afin de réduire le champ de contact avec l'incivisme* », a laissé entendre le nouveau secrétaire exécutif du CCJ.

L'autre défi auquel il faut s'attendre est lié au fonctionnement de cette institution, à l'instar des quatre autres conseils consultatifs qui peinent toujours à remplir leur office par manque de moyens financiers.

**Parfait Wilfried Douniama**

## ENTREPRENEURIAT

## La firme GSK digitalise ses services de production au Congo

L'entreprise Grand serre du Kongo (GSK), fondée par Serge Koumba, tire profit du numérique et devient la première plateforme e-commerce dédiée à l'agriculture au Congo.

L'ingéniosité de GSK va corser et propulser l'amélioration des chaînes de production, l'organisation des petits exploitants agricoles et ainsi leur apporter une gamme complète des activités nécessaires au regard des mutations économiques.

« Le Market-Place sur [www.gsk-agrifood.com](http://www.gsk-agrifood.com) est un système de vente en circuit court, pour rationaliser la logistique et éliminer les intermédiaires coûteux. Ce qui apporte de la valeur ajoutée à ce secteur et favorise la prospérité et la résilience des agriculteurs qui facilitent l'accès au marché de consommation, par la mise en relation avec les consommateurs via un système de vente en circuit court sur la plateforme », a expliqué Serge Koumba.

La digitalisation des services de cette organisation entrepreneu-

riale aide également à l'approvisionnement et à la vulgarisation des intrants, à la formation, au transport des denrées après récolte ainsi qu'à offrir aux producteurs agricoles la possibilité d'accroître leur productivité tout en bénéficiant des ressources nécessaires à l'évolution de leur activité.

GSK est d'ores et déjà une plateforme web ([www.gsk-agrifood.com](http://www.gsk-agrifood.com)) intégrant la technologie USSD pour des commandes via SMS ou appel, très bientôt une application mobile, afin de donner à tous les producteurs du Congo l'accès aux marchés de consommation, mais aussi aux ressources et outils nécessaires au développement de leur activité.

Afin de se démarquer des entreprises locales sur le plan de l'image et du marketing marchand, GSK est aussi une

marque des produits artisanaux commercialisés sous le label Fraich'Envie faisant partie aussi d'un besoin clair : gagner du temps et mieux se nourrir.

« Nous sommes tous témoins aujourd'hui d'une nouvelle tendance du marché : la femme au foyer qui n'a plus le temps de se consacrer à la cuisine, au jeune cadre qui a très peu de temps pour manger, mais qui souhaite tout de même consommer sain et équilibré. Allez simplement sur [www.gsk-agrifood.com](http://www.gsk-agrifood.com) créer votre boutique sur la plateforme, publier vos produits et voyez comment en seulement quelques clics tout le pays sera informé de l'existence de votre produit. Et vous savez quoi, la création de votre boutique sur la plateforme est 100% gratuite », a commenté Serge Koumba.



Serge Koumba témoignant sur les innovations de sa firme Adiac

Aujourd'hui, GSK-Agrifood compte de nombreux partenaires comme la Fondation Téléma ou encore Accélérateur Lab du Programme des Nations

unies pour le développement et bien d'autres structures qui ont cru et participé au développement de son projet.

Fortuné Ibara

## Faafa production, une fabrique de savons aux vertus dermatologiques

Après avoir identifié le besoin des communautés en période de confinement, la responsable de l'entreprise Faafa production, Prudence Faïda Moussekou, a créé une unité de production de savons spéciaux, aux propriétés dermatologiques et biologiques.

L'unité de production se charge de transformer les produits alimentaires végétaux (curcuma, bissap, etc.) en savons adaptés à tous types de peau. Fabriqués à base de produits naturels, les savons de l'entreprise Faafa production aident à éliminer les taches brunes et les boutons d'acné; à éclaircir les zones sombres du corps telles que les coudes, les aisselles, les genoux; à atténuer les cicatrices; à nettoyer en profondeur, purifier et traiter les taches et les imperfections de la peau laissées par les produits hydroquinones.

« J'ai eu envie de commencer mon projet après avoir identifié le besoin pendant le confinement, précisément avec le savon de linge et, de temps en temps, je sollicitais les clients à découvrir ces savons de toilette naturels et j'avais de bons retours. Tout était parti de là. Ces savons fabriqués artisanalement traitent les taches sur la peau et corrigent les imperfections laissées par les produits hydroquinones.



L'entrepreneuriat pour moi, c'est apporter la solution à un problème après avoir identifié un besoin », a indiqué Prudence Faïda Moussekou, jeune entrepreneure de Brazzaville.

Par ses initiatives et straté-

gies innovantes de travail, l'on comprend que la promotrice de l'entreprise Faafa production est une dame qui peut mieux faire avancer la vie d'entreprise dans un pays où le chômage des jeunes est croissant. En effet, « la

majeures, notamment l'amélioration de la chaîne de production qui est encore faible par manque de financement, les mauvaises conditions de travail et le manque de fournisseurs pour les matières premières.

Face à la montée croissante du chômage des jeunes et afin de lutter contre l'oisiveté, elle suggère aux décideurs la mise à la disposition des incubateurs, les fonds nécessaires pour la formation et l'accompagnement des jeunes afin de créer les entreprises, la revue des stratégies de financement des jeunes entrepreneurs.

« J'ai décidé de postuler à la Fondation Téléma pour me former; me lancer et me mobiliser entièrement sur mon projet pour enfin créer des emplois. Le financement reçu me servira à augmenter mon capital, à améliorer ma chaîne de production et de distribution et à faire connaître mes produits grâce aux médias », a expliqué Prudence Faïda Moussekou.

F.I.

## RECHERCHE MÉDICALE

## Francine Ntoumi satisfaite de l'apport des institutions allemandes

Au cours d'un échange avec l'ambassadeur d'Allemagne au Congo, Wolfgang Klapper, la présidente de la Fondation congolaise pour la recherche médicale (FCRM), Francine Ntoumi, a évoqué les différents points qui lient sa structure à certaines organisations en République fédérale d'Allemagne. Elle a également salué la bonne collaboration entre les scientifiques congolais et allemands dans la recherche médicale.

La présidente de la FCRM a rappelé à son interlocuteur que son institution collabore avec l'Institut de médecine tropicale de l'université de Tübingen depuis sa création en 2008. Francine Ntoumi a souligné qu'il s'agit d'une collaboration scientifique avec des échanges de connaissance, d'expertise et de formation du personnel aussi bien des étudiants que des chercheurs confirmés. De plus, une grande partie de l'équipement, des consommables et réactifs, sont acheminés par ce partenaire vers la FCRM.

Selon cette chercheuse, dans le domaine des maladies tropicales, il est important que les pays du Nord comme l'Allemagne aient des données fiables des pays où sévissent ces maladies pour pouvoir développer des outils les plus adaptés à la situation.

Francine Ntoumi a signifié, lors de cet échange, que les deux parties travaillent ensemble et chacune d'elle apporte des solutions selon ses



Wolfgang Klapper en audience avec Francine Ntoumi et Christina Kalcher/Adiac

compétences et capacités. Les étudiants congolais partent, en effet, étudier les techniques de pointe en Allemagne et les chercheurs congolais, pour leur part, enseignent dans des universités allemandes. Les étudiants allemands viennent faire leur stage de master ou thèse de médecine au Congo, à la FCRM.

« J'appelle cela un partenariat gagnant-gagnant et équilibré. Personnellement, j'enseigne à l'Université de Tübingen et le travail que je

conduis au Congo est pris en compte par cette université (publications scientifiques). Ce partenariat évite la fuite de cerveaux et permet au Congo de bénéficier pleinement de mes compétences. J'encourage cependant la République fédérale d'Allemagne à faciliter l'apprentissage de la langue allemande aux jeunes congolais. Comme cela, les échanges seraient plus dynamiques entre nos deux pays », a expliqué Francine Ntoumi.

Pour illustrer la vision de la

FCRM d'exporter son expérience, elle reçoit actuellement dans son centre de recherches sur les maladies infectieuses une étudiante et biologiste autrichienne, Christina Kalcher, pour quelques mois de stage. La jeune Autrichienne estime, d'ailleurs, que son expérience au Congo est très enrichissante à plusieurs niveaux. Par exemple, elle a appris certaines techniques à la FCRM qu'elle n'a jamais pratiquées à l'Université de Vienne. De plus, cela lui permet aussi de nouer

des relations de réseautage avec des jeunes scientifiques congolais.

Pour sa part, le Dr Wolfgang Klapper a confirmé la volonté de son pays à accompagner les institutions étatiques et non étatiques en République du Congo. Le diplomate allemand a indiqué que le travail du Pr Francine Ntoumi est très bien apprécié par son pays puisque la croix du mérite lui a été attribuée récemment par le président de la République fédérale d'Allemagne. Elle a été reçue par les parlementaires allemands au Bundestag et la ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a fait son éloge lors d'une conférence en septembre dernier, à Berlin. Wolfgang Klapper a affirmé que le gouvernement allemand reste disponible à soutenir les efforts des femmes scientifiques étant donné que cela contribue à réduire la pauvreté, à soutenir l'autonomisation des femmes et à améliorer l'éducation de la population.

Rude Ngoma

## MALADIES OCULAIRES

## La communauté congolaise invitée au dépistage

Le collectif Liloba, un mouvement transhandicap qui lutte contre les violences faites à la femme vivant avec handicap, a invité le 20 octobre à Brazzaville la communauté congolaise à se faire dépister des pathologies conduisant à la cécité, lors de la campagne de sensibilisation organisée sur le thème « Le monde appartient aux hommes, mais je suis une femme, le monde appartient aux valides, mais je suis handicapée, le temps presse accélérons la marche ».

L'objectif de la campagne a été d'éclairer et d'éduquer la population sur les maladies de la vue, notamment le cataracte, le glaucome, la rétinopathie diabétique, l'onchocercose et le trachome qui continuent de déchirer les familles. Elle a été organisée dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la canne blanche, symbole d'identification de la cécité dans le monde, commémorée chaque le 15 octobre, couplée à la remise des kits scolaires aux élèves handicapés et enfants issus des mères handicapées. Cette journée a été célébrée en différé par le collectif Liloba pour des raisons de calendrier.

L'animatrice principale du collectif Liloba, Gustavine Louzolo, a expliqué dans son allocution l'importance du dépistage qui demeure le seul moyen efficace pour lutter contre la cécité. Selon elle, les ophtal-

mologues ont démontré que toutes les maladies oculaires sont curables. Le manque d'information rend vulnérable la population devant ces pathologies qui sont irréversibles durant le parcours de vie sur terre.

« J'étais comme toi et toi tu peux devenir comme moi. Mais attention, on peut basculer de l'état de normalité à l'état d'anormalité. Serait-il un slogan d'atteindre ce but zéro handicapé visuel en 2030 ? C'est une parfaite fraternité que nous pourrions réussir d'éradiquer la cécité », a-t-elle indiqué.

Le coordonnateur du collectif Liloba, Emmanuel Batchi, a de son côté évoqué la souffrance endurée une fois que l'on est atteint de ces cinq pathologies : le cataracte, le glaucome, la rétinopathie diabétique, l'onchocercose et le trachome qui conduisent à la cécité. Par ailleurs, il a déploré les difficul-



La sensibilisation aux maladies de la vue./Adiac

tés d'approvisionnement et le coût élevé des produits pour les personnes déficientes visuelles.

Notons que la célébration de la Journée internationale de la canne blanche a été marquée par des témoignages des déficients visuels, la remise des

fournitures scolaires aux enfants handicapés de toutes catégories : les handicapés moteurs, les albinos, les sourds et malentendants, les enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale et les aveugles. Le don a été composé de cahiers, stylos, papiers bulls pour les

non-voyants, crayons, taille-crayons et bien d'autres, pour rehausser le niveau éducatif des élèves handicapés et leur redonner confiance. De même, dix femmes en formation dans le domaine du commerce ont reçu des kits spéciaux.

Lydie Gisèle Oko

## EMPLOI

# L'ACPE détient les outils de sa transformation

Au terme d'une mission d'appui technique qui a duré six mois, l'experte Pôle emploi-Expertise France, Christine Pescayre, a assuré que l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) détient désormais tous les outils et le savoir-faire nécessaires pour aller plus loin dans la transformation de son service pour emploi.

Le séminaire de clôture de la mission d'appui technique à l'opérationnalisation de l'ACPE, menée par le Pôle emploi international et l'Expertise France, s'est achevé le 20 octobre. Il visait la réforme du service public pour l'emploi. L'experte Pôle emploi-Expertise France a présenté les résultats co-produits avec l'ACPE sur les quatre axes qui ont été définis pour l'accompagnement. « Les choses ne vont pas s'arrêter. Elles vont continuer. C'était la première marche. Maintenant, l'ACPE détient tous les outils et savoir-faire nécessaires, et également la motivation pour aller le plus loin possible dans la transformation de son service pour l'emploi », a-t-elle assuré.

Christine Pescayre a salué les avancées pour doter le Congo d'un service public qui soit à la hauteur de ses ambitions. Les quatre axes développés vont ainsi permettre de répondre aux besoins de chacun de trouver un emploi décent dans le pays, d'avoir connaissance des opportunités du marché du travail et de bénéficier de tout l'accompagnement nécessaire pour trouver soit des profils intéressants ou soit bénéfi-

cier d'un accompagnement de technique de recherche d'emploi. « L'ACPE s'est mobilisée à mettre en œuvre beaucoup d'actions très concrètes qui vont être à court terme porteuses des résultats à la fois pour les entreprises mais aussi pour les demandeurs d'emploi », a-t-elle souligné.

L'objectif recherché, a dit Maurizio Cascioli, le représentant de l'Agence française de développement (AFD), était d'accompagner l'ACPE à se doter d'un cadre d'intervention clair et lisible pour les utilisateurs afin qu'elle puisse jouer pleinement son rôle d'accompagnement des jeunes à intégrer le monde du travail.

Avec l'assistance de Pôle Emploi international, ces objectifs ont été atteints, a soutenu le directeur général de l'ACPE. Sa structure a pu compter sur le soutien de Christine Pescayre pour se doter des outils devant aider les jeunes à accéder aux emplois qui sont souvent disponibles mais n'ont pas les techniques pour y accéder. « Nous avons travaillé à la transformation en interne de notre propre agence pour pouvoir répondre aux besoins des usagers pas seulement mais aussi



La mission d'appui technique à l'opérationnalisation de l'ACPE et le directeur de cabinet du ministre en charge de l'Emploi au terme du séminaire/Adiac

aux entreprises qui créent les emplois à mettre à la disposition des demandeurs », a commenté Wilfrid Bitsy, le directeur général de l'ACPE.

La structure, a-t-il expliqué, a ouvert des agences sur l'ensemble du territoire national. Elle entend donner le meilleur d'elle-même en faisant en sorte qu'un demandeur d'emploi qui arrive de Pointe-Noire soit reçu de la même manière à Ouesso. « Il y a des processus à mettre en place pour répondre. Il y a des techniques à faire

acquérir à nos conseillers pour qu'ils puissent aider les jeunes à se rendre plus employables possible pour obtenir l'emploi », a-t-il déclaré.

Charles Makaya dit Mackaïll s'est dit satisfait des résultats obtenus après six mois de travail, tout en reconnaissant que beaucoup reste encore à faire. « Ce qui a, d'ailleurs, fait l'objet des recommandations sur ce travail à faire que nous vous invitons à vous mettre à l'ouvrage dès maintenant », a indiqué le directeur de cabinet

du ministre en charge de l'Emploi. Pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés, la réorganisation de l'ACPE s'impose.

La mission financée par l'AFD, dans le cadre du renforcement du partenariat entre la France et le Congo dans le domaine de la formation des jeunes et de l'emploi, a permis à l'ACPE d'obtenir un certain nombre d'acquis qui vont de la formalisation de l'offre de son service au renforcement de ses capacités internes.

**James Golden Eloué**

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# En finir avec les arriérés de bourses nationales

Le traitement des dossiers d'arriérés de bourses nationales, selon la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, devrait être résolu d'ici à la fin de l'année.

« En réglant la question des bourses des étudiants, nous donnons à ces derniers la possibilité d'étudier dans de meilleures conditions », a déclaré la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, en présence de son collègue en charge de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé. Delphine Edith Emmanuel s'est exprimée à l'ouverture des travaux de la Commission nationale des ressources humaines qui définit les conditions d'attribution, de suspension et de renouvellement des bourses, le 20 octobre à Brazzaville.

A la fin des travaux de ladite Commission qui vont durer cinq jours, les bourses des étudiants actuellement inscrits à l'université devraient être payées. « Nous ne serons



La ministre annonçant l'objectif d'en finir avec les arriérés de bourses/Adiac

**« En réglant la question des bourses des étudiants, nous donnons à ces derniers la possibilité d'étudier dans de meilleures conditions »,**

plus confrontés à cette situation atypique de payer les arriérés de bourses 2018, 2019, 2020, 2021 dès lors que certains sont déjà des fonctionnaires », a souligné la ministre Delphine Edith Emmanuel.

Evoquant la particularité de cette session de la Commission nationale des ressources humaines, le directeur des bourses et des œuvres universitaires, Aurélien Ndombi, a fait savoir que les dossiers de l'Université Denis-Sassou-N'Gusso seront pris en compte.

Dans le but de rattraper le retard accumulé, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique a indiqué que très prochainement la Commission nationale des ressources humaines qui s'occupe des bourses va plancher sur la session 2021-2022.

**Rominique Makaya**

## UNION AFRICAINE

## Les pays africains invités à tirer parti du lien entre l'industrialisation et le libre-échange continental

L'Union africaine (UA) a appelé les pays africains à renforcer la synergie entre l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zléca) et l'industrialisation du continent, afin de réaliser efficacement les aspirations essentielles de l'Afrique en matière de développement.

« Faire progresser la Zléca et l'industrialisation de l'Afrique côte à côte, en déployant des efforts soutenus pour concrétiser des interdépendances qui se renforcent mutuellement, constituera le pilier essentiel de la réussite de l'Afrique et la condition de l'Agenda 2063 », a estimé l'UA dans un communiqué.

Ce communiqué est diffusé avant le rassemblement continental de haut niveau de l'UA sur l'industrialisation, le sommet de l'UA sur l'industrialisation et la diversification économique, prévu du 20 au 25 novembre à Niamey, au Niger.

Les échanges commerciaux dans le cadre de l'accord de libre-échange continental ont débuté en janvier 2021. Selon l'UA, une fois pleinement mise en œuvre, la Zléca créera un marché africain unique pour les biens et les services, couvrant environ 1,2 milliard de personnes avec un produit intérieur brut combiné de plus de 2 500 milliards de dollars à travers l'Afrique. « Pour réaliser les aspirations de la Zléca, le programme d'industrialisation et de transformation de l'Afrique doit être soutenu aux plus hauts niveaux nationaux, régionaux, continentaux et mondiaux », a affirmé l'UA.

L'organisation a considéré qu'une telle orientation sera essentielle pour accélérer les efforts dans des domaines clés, tels que les infrastructures énergétiques et routières, la facilitation du commerce, le développement du secteur financier, le développement de l'éducation, la transformation agro-industrielle, l'industrialisation verte et l'innovation technologique.

Le sommet de l'UA sur l'industrialisation et la diversification économique sera organisé sur le thème « Industrialiser l'Afrique : renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables ».

## BÉNIN

## Le Forum mondial sur la nutrition de l'enfant prévu à Cotonou

La capitale béninoise, Cotonou, abritera du 24 au 27 octobre le Forum mondial sur la nutrition de l'enfant, axé sur le développement de l'alimentation scolaire, a annoncé le gouvernement béninois dans un communiqué.

Organisé par la Fondation mondiale pour la nutrition des enfants (GCNF), en partenariat avec divers pays dont le Bénin, le forum rassemblera notamment des représentants d'organes gouvernementaux, d'entreprises, d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales et d'institutions universitaires.

Il est, selon le GCNF, « l'occasion de partager les expériences avec les programmes de repas scolaires et d'apprendre ce que font les autres ». Ce forum offre l'opportunité d'interagir avec des experts du monde entier et de voir d'autres programmes de repas scolaires en action. Au Bénin, 1 080 000 écoliers d'établissements primaires publics bénéficient d'un repas chaud dès l'ouverture de cette rentrée scolaire 2022-2023.

## GUINÉE

## Environ 39 millions de dollars pour le RGPH

Le coût global des opérations du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-4) est estimé à 334 milliards de francs guinéens (environ 39 millions de dollars américains), a annoncé le ministre guinéen du Budget, Lanciné Condé, lors d'une réunion avec les partenaires étrangers.

Quatrième du genre pour la Guinée, le recensement général de la population et de l'habitat sera piloté par l'Institut national des statistiques, a fait savoir le ministre. Selon lui, cette opération s'inscrit dans l'agenda de la transition dont l'objectif est de collecter des données fiables sur la population et ses habitats, afin d'orienter les politiques nationales de développement. « Il était question de regrouper l'ensemble des acteurs et les membres du Conseil national du recensement pour partager avec eux les connaissances sur l'intégralité du processus de l'opération », a indiqué Lanciné Condé.

Xinhua

## TCHAD

## L'UE dénonce l'usage excessif de la force

L'Union européenne (UE) a fermement condamné, le 20 octobre, la répression des manifestations au Tchad qui a fait une cinquantaine de morts, dénonçant « l'usage excessif de la force ».

Pour le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, « la répression des manifestations et l'usage excessif de la force constituent de graves atteintes aux libertés de manifestation qui fragilisent le processus de transition en cours ».

Plusieurs manifestations ont été réprimées dans différentes villes du Tchad, notamment dans la capitale N'Djamena et Moundou, la deuxième ville. Les violences ont fait « une cinquantaine de morts et plus de 300 blessés », selon le Premier ministre, Saleh Kebzabo. L'UE a demandé aux autorités de transition d'identifier « rapidement » les auteurs de ces violences et de les traduire en justice. Josep Borrell a sur-

tout insisté sur « l'importance d'un retour à l'ordre constitutionnel et d'une transition d'une durée limitée qui garantisse le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Un engagement réel avec tous les acteurs civils est, par ailleurs, essentiel afin de garantir la crédibilité et la légitimité du processus en cours ».

Ces manifestations interdites qui ont entraîné des affrontements se sont déroulées après la prolongation pour deux ans de la « transition » au Tchad qui devait s'achever le 20 octobre. Mais fin septembre, le général Mahamat Idriss Déby Itno a finalement été maintenu président jusqu'aux élections libres et démocratiques,

censées se tenir à l'issue d'une seconde période de transition et à laquelle il pourra se présenter. Accusée dans le moindre début de preuves, la France a nié toute implication dans les manifestations. « Des violences sont survenues au Tchad, avec notamment l'utilisation d'armes létales contre les manifestants, ce que la France condamne », a indiqué le Quai d'Orsay. « La France ne joue aucun rôle dans ces événements, qui relèvent strictement de la politique intérieure du Tchad. Les fausses informations sur une prétendue implication de la France n'ont aucun fondement », a-t-il ajouté.

Noël Ndong

## Les autorités décrètent un couvre-feu

De violents heurts ont eu lieu à N'Djamena et dans plusieurs autres villes du Tchad, le 20 octobre, entre les forces de l'ordre et des manifestants opposés à la prolongation de la période de transition.

Le Premier ministre de transition, Saleh Kebzabo, a décrété un couvre-feu entre 18 h et 6 h du matin dans quatre villes : N'Djamena, Moundou, Doba et Koumra, jusqu'au « rétablissement total de l'ordre », alors que le bilan humain est très lourd. Le chef du gouvernement a également annoncé la suspension de toute activité d'importants groupes d'opposition.

Un premier bilan du porte-parole du gouvernement tchadien avait mentionné une

« trentaine » de morts, dont une « dizaine » de membres des forces de sécurité lors des affrontements. « Une manifestation interdite s'est transformée en insurrection », dénonçait Aziz Mahamat Saleh, cité par l'AFP. « Les manifestants ont attaqué des édifices publics, le gouvernement, le siège du parti du Premier ministre, celui du président de l'Assemblée nationale », précisait-il.

Les violences ont éclaté lorsque certains ont com-

mencé à ériger des barricades et ont incendié le siège du parti de Saleh Kebzabo, selon l'agence Reuters. Plusieurs centaines de personnes étaient sorties dans les rues de la capitale, même si la manifestation avait en effet été interdite par les autorités. Elles s'opposaient au maintien au pouvoir du président de la transition, Mahamat Déby, arrivé l'an dernier après la mort de son père, Idriss Déby, en avril 2021.

Yvette Reine Nzaba

## GUERRE EN UKRAINE

## Inquiétude des banques africaines

Dans une enquête de 2022, la Banque européenne d'investissement (BEI) révèle que les banques en Afrique ont bien résisté à la pandémie de la covid-19, cependant, la guerre en Ukraine suscite de nouvelles inquiétudes.

Le rapport indique que comme les banques centrales de nombreux pays ont relevé les taux d'intérêt nationaux et que l'émission d'obligations est devenue plus onéreuse en raison du resserrement des conditions financières mondiales, il y a eu une hausse significative du nombre de banques préoccupées par les coûts de financement. « La qualité des actifs reste cette année une source d'inquiétude pour de nombreuses banques, en particu-

lier pour les prêts aux petites et moyennes entreprises. Les chiffres clés relatifs aux prêts non productifs ne reflètent pas la réalité dans son ensemble : une part importante des prêts fait l'objet de moratoires ou de restructurations », ajoute la BEI.

Pour la banque européenne, « les inquiétudes des banques, quant à la détérioration de la qualité des actifs, donnent à penser que l'ampleur du problème pourrait être plus importante que ce que suggèrent les données officielles et, de la même façon, que les prêts non productifs sont susceptibles d'augmenter dans certains pays, car les mesures d'aide sont abandonnées progressivement et les conditions économiques dif-

ficiles persistent à l'échelle mondiale. Les banques s'attendent à une hausse de la demande de crédit et, en parallèle, prévoient d'étendre leurs propres opérations, ce qui nécessite également un accroissement de leurs financements ».

En outre, « l'ensemble de l'écosystème africain des technologies financières est passé de 450 entreprises actives en 2020 à plus de 1 000 en avril 2022. Parmi celles-ci, 80 % sont d'origine locale et 20 % proviennent de l'extérieur de l'Afrique. Les services de paiement et de prêt restent les produits dominants, mais le secteur s'est diversifié », révèle l'enquête.

N.Nd.

## ZONE CÉMAC

# 642 milliards FCFA pour booster la production et la transformation du manioc

Au terme de la réunion du secrétariat technique du Programme des réformes économiques et financières de la Cémac (Pref-Cémac), pour l'élaboration du Plan de financement de la stratégie communautaire d'import-substitution de cette sous-région tenue à Douala, au Cameroun, le 18 septembre dernier, les différents délégués parties prenantes ont adopté un plan de financement de cette stratégie à hauteur de 642 milliards FCFA, pour booster la production, la transformation du manioc et d'autres produits du cru dans la sous-région.

Pour la mise en œuvre de la stratégie communautaire, six mesures ont été définies et structurées, autour de vingt-neuf actions et trente-deux critères de réalisation. Parmi elles, la subvention de l'acquisition des équipements et des intrants, la création et l'accompagnement des unités de fabrication locale.

L'espace Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) compte près de 8 000 millions de barils de réserves pétrolières. Le Congo et le Gabon mènent le bal des plus grands producteurs dans cet espace communautaire. Dans son rapport annuel 2020 publié le 7 janvier 2022, la Banque centrale des Etats d'Afrique centrale indique un recul de la part du secteur pétrolier dans le produit intérieur brut (PIB). Pour le président de la Commission de la Cémac, l'avenir est dans la diversification des



Le manioc figure parmi les produits de base de grande consommation au Congo/DR

économies. La filière manioc pourrait en grande partie jouer ce rôle.

Concernant l'accroissement de la commercialisation du manioc, il a été adopté comme mesures

d'assurer le désenclavement des bassins de production par l'extension des voies d'accès au marché ; de promouvoir l'organisation des marchés et des chaînes d'approvisionnement ;

d'améliorer la gouvernance de la filière manioc et de construire des marchés transfrontaliers. En République du Congo, l'Union européenne et le Programme alimentaire mondial se

sont engagés depuis septembre 2020 à renforcer la filière à travers la chaîne de valeur artisanale de ce produit de base de grande consommation.

Courant la même année, le Fonds international de développement agricole a financé un nouveau programme de renforcement d'initiatives liées à la chaîne de valeur du manioc. Ce projet d'une valeur de 280 millions FCFA sera mis en œuvre avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des engagements pris par ces trois agences lors du « Forum sur la mécanisation et l'intensification de l'agriculture congolaise » qui consistait à proposer aux petits producteurs des variétés de manioc résistantes aux maladies et un meilleur accès au marché.

**Guy-Gervais Kitina**



**BRAZZAVILLE – PARIS**  
UN NOUVEL HORIZON  
S'OUVRE À VOUS  
AVEC L'AIRBUS A350  
NOUVELLE GÉNÉRATION.

Vivez une expérience de voyage unique avec le fleuron de notre flotte long-courrier : plus spacieux et plus silencieux, plus connecté avec le Wi-Fi à bord, plus responsable avec -25% d'émissions de CO<sub>2</sub>.

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE  
**AIRFRANCE**

MEMBRE DE  
L'ALLIANCE  
SKYTEAM

AGISSONS POUR UN  
VOYAGE PLUS RESPONSABLE\* ACT

\*Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur [airfranceact.airfrance.com](http://airfranceact.airfrance.com)

## PAIEMENT DE LA DETTE DES ANCIENS CHEFS DES CORPS CONSTITUÉS

## L'Acaj dénonce une démarche moralement inexplicable

L'organisation non gouvernementale juge inopportune la démarche qui s'inscrit à l'opposé de tous les discours officiels quant à la réduction du train de vie des institutions et relève, par ailleurs, l'urgence de la révision de la loi 18/021 du 26 juillet 2018.

Réagissant à la rencontre entre le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, et quelques anciens présidents de l'Assemblée nationale qui a tourné notamment sur l'insertion dans le budget 2023 des arriérés de leurs avantages non perçus et ceux des anciens chefs de l'Etat et chefs des corps constitués, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) relève l'urgence de modifier la loi relative à ces avantages. « Au moment où la question sur les rémunérations des députés nationaux fait polémique, l'Acaj juge inopportune cette démarche qui s'inscrit à l'opposé de tous les discours officiels quant à la réduction du train de vie des institutions », a-t-elle indiqué dans un communiqué du 21 octobre.

Elle a fait observer que plusieurs engagements du gouvernement relatifs à l'amélioration des conditions salariales ploient dans les tiroirs du Trésor public, faute des ressources financières suffisantes pour y faire face. « Tel est le cas des enseignants, des magistrats, des médecins et soignants ainsi que d'autres catégories socio-professionnelles envers lesquelles les promesses du gouvernement peinent à être honorées », a souligné l'Acaj.



Le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba

nelles envers lesquelles les promesses du gouvernement peinent à être honorées », a souligné l'Acaj.

#### Une démarche moralement inexplicable

Pour l'Acaj, en effet, il serait

curieux que les anciens présidents de la chambre basse du Parlement congolais choisissent cette temporalité sociale particulière pour réclamer l'insertion dans le budget 2023 de leurs avantages financiers non honorés. « Il serait

moralement inexplicable que le gouvernement satisfasse une telle requête d'autant plus que la loi 18/021 du 26 juillet 2018 devra d'abord être révisée au vu du caractère excessif et immoral des avantages qu'elle accorde

aux anciens chefs de l'Etat et des corps constitués et sans prévoir la disqualification de ceux qui se seraient compromis dans les actes de corruption, de détournement des deniers publics et blanchiment des capitaux à l'occasion de leurs fonctions », a signifié le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba, cité dans ce communiqué.

Tout en reconnaissant leurs apports dans la marche du pays et relevant qu'elles ne vivent pourtant pas dans la précarité, cette organisation demande aux personnes concernées par cette démarche de prouver leur amour et leur solidarité envers les Congolais, en renonçant officiellement aux bénéfices qu'implique cette loi incriminée.

L'Acaj appelle, enfin, le gouvernement et le Parlement à orienter les ressources mobilisées vers des priorités porteuses d'une croissance inclusive et non de les soumettre à tout ce qui éloigne du « Peuple d'abord » dont les retombées se font toujours attendre, d'une part, et d'entamer le processus de révision de la loi 18/021 du 26 juillet 2018, d'autre part.

Lucien Dianzenza

## LIVRES

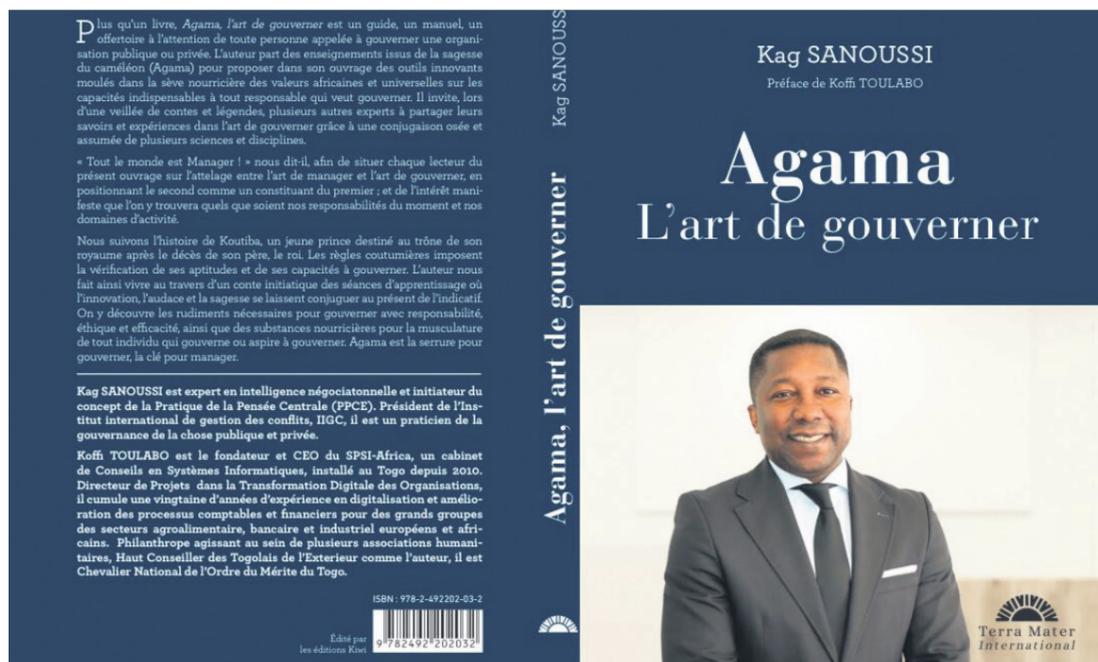
## « Agama, l'art de gouverner » de Kag Sanoussi

L'ouvrage du Togolais Kag Sanoussi, sorti aux Editions Kiwi, se positionne comme un manuel au service des gouvernants ainsi que des managers d'aujourd'hui et de demain,

pour la gestion de la chose publique et privée, mais aussi pour une optimisation des capacités individuelles.

Kag Sanoussi « tente la création d'une diagonale entre l'art de gouverner et celui de manager » et se dit convaincu qu'« en réalité, tout le monde est manager ». Son ouvrage sorti le 20 octobre et préfacé par Koffi Toulabo part d'un conte initiatique qui confronte le prince héritier Koutiba à plusieurs épreuves avant son intronisation. Se faisant, il a recours à la sagesse humaine mais aussi à la sagesse animale, celle du caméléon encore appelé Agama en Ewé, une des deux langues nationales du Togo. Dans cet ouvrage, l'auteur part donc des enseignements issus de la sagesse du caméléon pour proposer des outils innovants, moulés dans la sève nourricière des valeurs africaines et univer-

selles sur les capacités indispensables à tout responsable qui veut gouverner. Il invite, lors d'une veillée des contes et légendes, plusieurs autres experts à partager leurs savoirs et expériences dans l'art de gouverner grâce à une conjugaison osée et assumée de nombreuses disciplines et sciences. « Tout le monde est manager », se convainc-t-il, afin de situer chaque lecteur sur l'attelage entre l'art de manager et celui de gouverner, en positionnant le second comme un constituant du premier ; et de l'intérêt manifeste que l'on y trouvera quelques soient ses responsabilités du moment et ses domaines d'activité. Agama est donc une invitation au voyage où l'on y croise, entre autres, des outils tels que le kagbemzi ou naanuwa (qui correspond au chiffre 5 en langue Kabyè, l'autre langue nationale du Togo), la méthode



Sora encore appelée l'outil siriri (qui veut dire paix en Sango, langue nationale de la Centrafrique), l'outil djanta (qui veut dire lion en Ewé), l'outil gbadamassi ou la technique de l'équipe de football, etc. Il se veut également un parchemin

d'un processus qui porte l'empreinte de la sève nourricière des cultures africaines et française, avec en filigrane, une matérialité de la pensée stratégique endogène africaine. Kag Sanoussi est expert en intelligence négociationnelle

et initiateur du concept de la Pratique de la pensée centrale. Il est également président de l'Institut international de gestion des conflits et praticien de la gouvernance de la chose publique et privée.

L.D.

## ENJEUX CLIMATIQUES

# Félix Tshisekedi et Nana Akufo-Addo harmonisent leurs vues avant la Cop 27

En provenance de Londres, en Angleterre, où il a effectué une visite de travail de deux jours, le chef de l'État congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est arrivé le 19 octobre à Accra, au Ghana, pour une visite d'État de 24 heures.

Quelques instants après son atterrissage à l'aéroport d'Accra et un court passage dans la zone VIP, le président Félix Tshisekedi a pris un bain de foule avec la diaspora congolaise au Ghana, venue nombreuse l'accueillir. Cette visite officielle au Ghana a eu pour objectif de renforcer la coopération bilatérale entre Kinshasa et Accra. Elle visait aussi à poursuivre les discussions entamées entre les deux chefs d'État lors du sommet de Rotterdam sur l'adaptation au changement climatique en Afrique. Le Ghanéen Nana Akufo-Addo et son hôte ont tenu à harmoniser la stratégie africaine pour la COP27 prévue en Egypte, le mois prochain.

Rappelons qu'au sommet de Rotterdam (Pays-bas) sur l'adaptation en Afrique, en septembre dernier, les deux présidents avaient décidé de travailler ensemble pour faire entendre haut et fort la voix de l'Afrique et des pays vulnérables pour une plus grande justice dans la gestion des impacts du changement climatique.

Aussi, face à la lutte contre le changement climatique et à la réticence des pays pollueurs qui tardent à réaliser leurs promesses

faites à la Conférence des parties sur le changement climatique (COP26) à Glasgow, en Ecosse, les deux pays affûtent leurs armes, au nom du continent, en vue de la prochaine COP27, en Egypte.

La visite au Ghana du chef de l'État congolais, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et celle de la Communauté de développement de l'Afrique australe, s'inscrit dans la perspective de mise en commun des stratégies face aux protagonistes aux agendas divergents.

« La RDC, dont les immenses forêts absorbent jusqu'à 4 % des émissions annuelles mondiales de carbone, selon le groupe de réflexion Chatham house, pourrait jouer un rôle important dans la transition vers une énergie verte », avait déclaré le président Félix Tshisekedi lors de son intervention au Financial Times, le 18 octobre à Londres.

## Rencontre avec la diaspora congolaise de Londres

Auparavant, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a profité de sa récente visite



Les Présidents Félix Tshisekedi (République démocratique du Congo) et Akufo-Addo (Ghana) ont harmonisé DR

à Londres pour rencontrer, le 19 octobre, une délégation de la communauté congolaise vivant au Royaume-Uni. Le chef de l'État a d'abord présenté la situation globale du pays et a ensuite expliqué à ses compatriotes pourquoi, jusqu'à présent, il privilégie la voie diplomatique pour résoudre le problème de l'agression à l'est du pays. L'option de la guerre, a-t-il

ajouté, sera ultime si la diplomatie échouait.

Félix Tshisekedi a, par ailleurs, exhorté la diaspora congolaise à s'engager pour plaider, auprès des autorités de leur pays de résidence, la cause de la République démocratique du Congo et d'expliquer la réalité des faits de l'agression qu'elle subit injustement. Les représentants de la

diaspora congolaise ont exprimé le souhait de participer aux élections de 2023 comme « Congolais de l'étranger ». Le président a écouté leurs doléances et a promis d'en faire écho auprès de la Commission électorale nationale indépendante, chargée de l'organisation des scrutins présidentiel et législatif de l'an prochain.

Alain Diasso

## GUERRE À L'EST

# Pas de recours aux mercenaires russes

Lors de son récent passage à Londres, en Angleterre, le président Félix Tshisekedi a eu à recadrer certaines allégations faisant état d'un éventuel recours de la République démocratique du Congo (RDC) aux mercenaires russes pour venir à bout des rebelles du M23.

L'option de recourir aux mercenaires russes n'a jamais effleuré l'esprit du numéro Un congolais, à en croire ses propos tenus lors d'une interview accordée à Roula Khalaf et David Pilling de «Financial Times pour l'Afrique», en marge de sa participation au « FT africa Summit ». Il s'agit là d'une piste à écarter d'autant plus que la RDC a une armée capable d'une telle performance. Telle est, en tout cas, la substance du discours tenu par le président congolais par rapport à une certaine opinion qui le crédite d'une dépendance vis-à-vis des mercenaires de tous bords pour résoudre l'équation sécuritaire de l'Est.

Selon Félix Tshisekedi, la RDC va s'appuyer sur sa propre armée pour combattre les milices et autres groupes armés qui empestent sa partie Est. Si les diplomates occidentaux basés en Afrique ont, pour la plupart, exprimé leur inquiétude quant à un éventuel déploiement des forces Wagner (une société militaire privée fondée par Yevgeny Prigozhin, un allié du président russe Vladimir Poutine) au Congo, leur souhait s'était heurté à l'opposition du chef de l'État congolais qui

préfère privilégier l'armée nationale en qui il a renouvelé sa confiance. Le garant de la nation reste convaincu que les Forces armées de la RDC vont monter en puissance avec, à la clé, un renforcement du système sécuritaire et une augmentation des capacités de défense et de sécurité. En lieu et place d'un recours aux mercenaires, il a indiqué que le pays va plutôt s'appuyer sur ses partenaires traditionnels habituels dont la Belgique, ancienne puissance coloniale pour former, renforcer les capacités des Forces armées de la République démocratique du Congo.

« Je sais que c'est à la mode maintenant (...) mais non, nous n'avons pas besoin d'utiliser des mercenaires », a déclaré le président de la République, mettant en sourdine la piste Wagner Group accusé, sous peu, de violations des droits de l'homme au Mali et en Centrafrique, pays frontalier de la RDC où il a fourni des mercenaires.

Cette prise de position n'empêche toutefois pas la RDC de continuer à entretenir un dialogue ouvert avec la Russie. « Nous sommes un pays indépendant, respectueux des conventions internationales et, croyez-moi, nous n'avons

pas de [mercenaires russes]. Nous n'allons pas utiliser une milice pour soutenir nos actions », a dit Félix Tshisekedi, tout en soulignant qu'Emmanuel Macron, le président français, avait maintenu le contact avec Poutine après l'invasion de l'Ukraine par Moscou.

## Promouvoir l'économie congolaise

Au-delà de l'aspect purement sécuritaire, le chef de l'État congolais se dit déterminé à poursuivre les projets de développement économique dans les provinces touchées. Son engagement à relancer l'économie de son pays, nonobstant les vicissitudes de l'Est, n'a jamais été écorné. D'où le développement du barrage d'Inga, bloqué depuis longtemps et susceptible de répondre à la plupart des besoins énergétiques de la RDC et de certains de ses voisins, qui fait partie de ses priorités.

Il s'est dit favorable à la rupture du vieux schéma datant de plusieurs années dans lequel la RDC a exporté des matières premières pour les transformer ailleurs. « Je ne veux plus que notre pays soit simplement une terre d'extraction. Nous devons absolument nous transformer. Nous sommes en train de favoriser de nombreux partenariats avec des investisseurs qui voudraient venir nous renforcer dans ces capacités », a indiqué le président Félix Tshisekedi.

A.D.

## MODERNISATION DE LA ROUTE NZOLANA

# L'ACGT et la Sicomines promettent de travailler ensemble

**Au terme de la cérémonie du lancement des travaux de la deuxième phase du projet de modernisation de l'avenue Nzolana par le ministre d'État aux Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro Muvunyi, les responsables de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT) et la Sino-congolaise des mines (Sicomines) se sont engagés à travailler en étroite collaboration pour désenclaver cette partie ouest de la ville de Kinshasa.**

La route Nzolana, selon le directeur général de l'ACGT, maître d'ouvrage délégué des travaux, est importante dans la partie Sud de la ville de Kinshasa. Elle permet, en effet, de relier les quartiers Sanga Mamba et l'Université pédagogique nationale au quartier Lutendele, et décongestionner l'accès au quartier Don Bosco, de même qu'elle facilite l'accès à l'usine de la Regideo.

La modernisation de cette voie, lancée en septembre 2016 pour sa première phase, pour un coût de douze millions de dollars américains, a vu les travaux passés à la réception provisoire en décembre 2017. Puis, la suite a connu une très longue attente avant le commencement de la deuxième phase évaluée à 23 986 000 dollars américains, pour une durée provisionnelle de dix-neuf mois.

Pour le directeur général de la Sicomines S.A, ces travaux marquent un nouveau chapitre de coopération entre la République démocratique du Congo (RDC) et la Chine. La Sicomines mène toujours sa mission de soutenir le développement de la RDC et d'améliorer le bien-être des Congolais.

Blandine Lusimana



# RECRUTEMENT DE CANDIDATS

**Agence de recrutement et de placement de personnel a besoin de candidats pour pouvoir les postes suivants Onshore et Offshore :**

Tuyauteurs - Chaudronniers - Soudeurs SMAW / GMAW / GTAW / Orbital - Inspecteur NDT niveau 2 et 3 - Inspecteur qualité peinture certifié - Contrôleur Ultrasons - Chef d'équipe installation de tuyauterie - Chef d'équipe Monteur - Chef d'équipe fabrication - Chef d'équipe riggers - Chef d'équipe échafauteur - Peintre en structure métallique - Sableur - Échafauteurs - Électriciens - Instrumentistes - Électromécaniciens - Mécaniciens diesel - Mécaniciens d'entretien - Secrétaires - Secrétaires de direction - Commerciaux - Comptables, Directeur financier - Assistant comptable & taxe et fiscalité - Administrateur de base de données - Technicien RH - Assistant RH - Manager RH - Juriste - Spécialiste de recrutement RH - Sableurs - Peintres en structures métallique - Inspecteurs de peinture - Inspecteurs soudure niveau 1, 2 et 3 - Réceptionniste bilingue - HSE - Pompier - Manager HSE - QC - QA - QC - Conducteur d'engin industriel (Chariot élévateurs, Grue mobiles a bras télescopique, Grue sur porteur, Grue fixe offshore, Manitowoc, Chargeurs, Niveleuse, Bulldozer, Pelleteuse a chenille, camion) - Chimiste - Technicien de laboratoire d'analyse - Infirmières - Aide-soignante - IT - Informaticien - Cuisinier - Femme de ménage industriel - Serveuse de salle - Assistante de maternelle - Technicien d'air conditionnée - Camp boss - Technicien spécialiste en hydraulique industriel (engin de chantier) - Tourneur - Fraiseur - Contrôleur de crédit - Maçons - Ferrailleurs - Géomètre topographe - Ingénieur en (Electricité, Mécanique, Turbine, Pneumatique, Instrumentation

, Système de contrôle) - Ingénieur de projet Subsea - Ingénieur Opérations Subsea - Géophysiciens - Géologues - Analyste Sédiments et Boues - Ingénieur télécommunication et gestion de réseaux - Dessinateur AutoCad structure métallique et Chaudronnerie - Ingénieur commissioning en instrumentation et tuyauterie - Ingénieur construction civil - Ingénieur métallurgies - Gestionnaire de contrat - Manager responsable projets digitaux - Responsable reporting Treck - Superintendant HSST - Manager Qualité / QC / QSST - Coordinateur HSST - Superviseur HSST - Responsable maitrise Gestion Documentaire - Electricien industriel Offshore - Instrumentiste - Opérateur radio - CRO - Opérateur radio

GMDSS valide - Superviseur Opérateur Subsea Pilote de ROV - Technicien PO / 2e officier - Technicien en HVAC - Superviseur maintenance - Responsable de carrière - Géomètre topographe - Administrateur base de données - Directeur Logistique - Directeur Marketing - Assistant Marketing & Publicité - Chef de base Fabrication - Directeur des opérations - Technicien Concepteur CAO - Technicien en cartographie thermique - Traitement de données UAV - Comptable principal - Contrôleur des coûts - Responsable des achats - Chef magasinier matériels - Assistant d'aéroport.

**Prérequis:**

- Nationalité Congolaise ou étranger uniquement avec statut "résident"
- Minimum 5ans d'Expérience éprouvées dans le même rôle.
- La maîtrise de l'anglais technique et professionnel en plus du français est recommandée.
- Expérience de travail onshore et /ou offshore souhaitée.

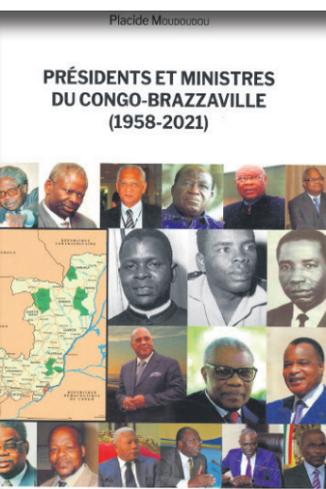
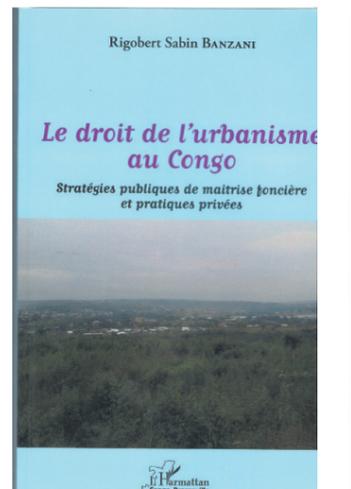
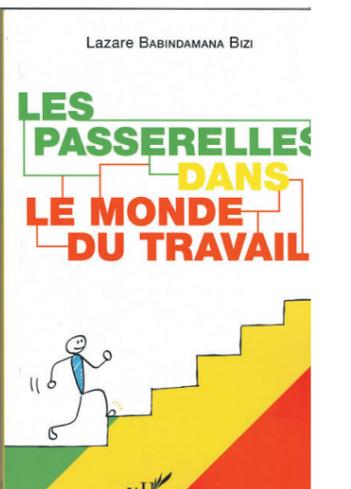
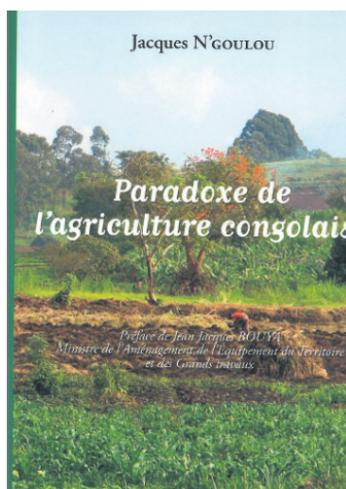
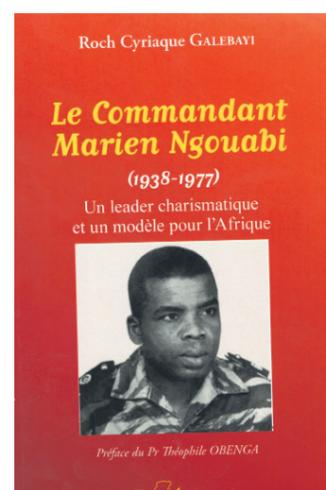
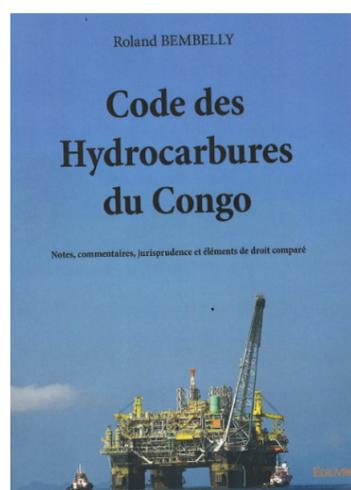
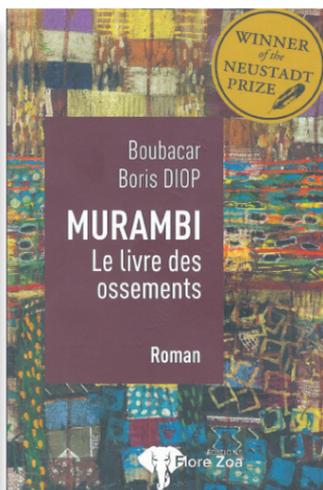
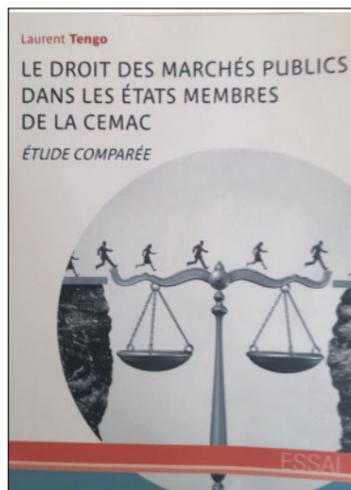
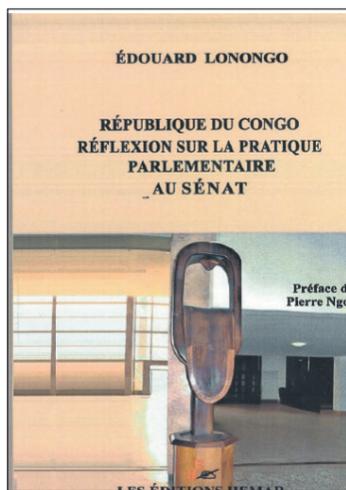
Merci d'envoyer vos dossiers de candidature par courriel à l'adresse suivante: [recruitmentcongo@naurexinternational.com](mailto:recruitmentcongo@naurexinternational.com)

**NOTEZ BIEN :**

Le Titre de votre email / courriel doit comporter vos NOM et PRENOM plus votre METIER plus INTITULE DU POSTE pour lequel vous candidatez. Joindre tous les documents au format PDF sauf votre CV qui doit être au format WORD Impératif ! Pensez à joindre les ci-après si vous êtes concerné : Certificat CACES, EFA, PST, PSSR, FPF, BFF, HUET, BST, NR 33, SWC95, SWC2010...etc. Aussi le plus récent Certificat médical d'aptitude professionnelle reçu quand vous étiez en activité chez un employeur

**LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS**

EN VENTE



## INTERVIEW

## Zunon Christelle : « Mon premier coup de cœur au Congo, c'est le lingala »

Actrice - comédienne, la jeune ivoirienne de 33 ans a confirmé l'attachement de ses compatriotes pour la culture congolaise, la chanson en premier portée par la langue qui est bien prisée en Côte d'Ivoire. Mais maintenant, a-t-elle indiqué dans cet entretien accordé au «*Courrier de Kinshasa*», le cinéma aussi accroche au point de susciter une belle envie de collaboration entre les deux nations très amies.

**Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Depuis combien de temps êtes-vous cinéaste ?**

**Zunon Christelle (Z.C.) :** Je suis cinéaste depuis onze ans. J'ai fait cinq ans de formation en Côte d'Ivoire, trois ans de théâtre et j'ai débuté ma carrière en 2013. Et c'est en 2018 que j'ai été révélée dans mon pays par plusieurs séries télévisées. Et, grâce à Dieu, l'une d'elles a reçu un prix au Congo que je vais ramener aux miens en Côte d'Ivoire pour qu'elle s'en réjouisse.

**L.C.K. : Plusieurs personnes vous ont découvert à la remise du prix du public lors du Festival Cinef. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur vous ?**

**Z.C. :** Christelle Zunon est une actrice-comédienne ivoirienne, née en 1989. J'ai joué dans quelques pièces de théâtre et tourné dans plusieurs productions télévisées diffusées sur Canal +, notamment «*Le futur est à nous*», une série produite par Pierre-Adrien Ceccaldi, et la série «*Invisibles*» d'Alex Ogou. Je suis connue ici grâce à la série «*Mea culpa*» du réalisateur Hervé Claude Achi qui parle de faits sociaux divers de la Côte d'Ivoire. C'est suite à mon interprétation de Régina dans cette série que je suis venue à Kinshasa.

**L.C.K. : Vous l'avez relevé, vous étiez l'un des hôtes de Cinef. Est-ce votre première venue à Kinshasa ?**

**Z.C. :** C'est ma première fois d'y être et j'y ai été très bien accueillie par les Congolais. Je suis vraiment contente et, franchement,

j'ai envie d'y revenir assez vite. Et je me dis pourquoi ne pas créer une collaboration cinéma entre la Côte d'Ivoire et le Congo ? Faire une série panafricaine où l'on parlerait du brassage culturel entre les deux pays. Depuis longtemps, la Côte d'Ivoire et le Congo sont comme frère et sœur. Il n'y a pas que la musique qui nous unit. Je découvre que le cinéma a besoin d'être développé au Congo, la Côte d'Ivoire a déjà une certaine avancée mais une collaboration ne serait pas un souci, cela se fera sans problème.

**L.C.K. : Après avoir fait le tour du cinéma congolais, avec qui pensez-vous pouvoir jouer ? Avez-vous déjà une actrice ou un acteur en tête ?**

**Z.C. :** Oui ! Je pense à Maguy Kalomba, une actrice congolaise que j'ai vue tout à l'heure. Elle est très bonne comédienne, cela me réjouirait vraiment de travailler avec elle.

**L.C.K. : La relation entre la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo (RDC) est bien entretenue sur le plan musical et le lingala semble récolter un immense succès chez vous...**

**Z.C. :** Il y a des choses que l'on ne sait pas expliquer mais qu'il faut vivre. Des stars comme Fally Ipupa, Koffi Olomide livrent des concerts en face d'au moins mille spectateurs. C'est souvent autour de mille, voire deux cent mille places qui sont réservées et bien plus, un réel succès, un succès fou ! La musique congolaise, la rumba, connaît un grand succès en Côte d'Ivoire. Nous avons certes



L'actrice ivoirienne avec la réalisatrice Clarisse Muvuba et l'actrice-comédienne Maguy Kalomba/Adiac

le coupé-décalé mais la rumba a la cote. Lors des concerts de Fally Ipupa, Koffi Olomide et feu Papa Wemba, c'est toujours à guichet fermé, toujours le plein. Et même si les Ivoiriens ne comprennent pas le lingala, chose étonnante, ils affluent parce qu'ils adorent cette langue et aiment apprendre à la parler. De toute façon, même s'ils ne comprennent pas un mot des chansons, ils remplissent les concerts parce qu'ils sont fans de votre musique, votre culture et surtout des paroles, la langue lingala elle-même.

**L.C.K. : Quel a été votre coup de cœur à Kinshasa ?**

**Z.C. :** Mon premier coup de cœur, c'est le lingala, une superbe langue et en second, le Cinef. J'ai vu qu'il y a vraiment du travail à faire et Clarisse est une vraie bat-

tante. Elle se bat bec et ongles pour promouvoir le cinéma. Il n'y a donc pas que la musique qui captive, rien qu'à voir comment les femmes se battent pour le cinéma, c'est admirable. La plupart du temps, ce sont les hommes qui le font mais de voir une femme prendre les devants pour valoriser le cinéma congolais, c'est très important de le souligner. Je pense que l'Etat congolais devrait y veiller sinon, si vous ne faites pas attention, nous viendrons prendre vos acteurs et les emmener tourner en Côte d'Ivoire car nous avons coutume de vous voler vos stars (rire). Vous savez combien les Ivoiriens savent s'y prendre. Comme on le sait, l'on n'est pas prophète chez soi donc, après ce que j'ai vu, ne soyez pas étonnés que nous venions faire le casting ici, prendre vos acteurs

pour aller travailler avec eux. Ne soyez pas étonnés, c'est ce qui risque de se passer. Le Congo, Kinshasa particulièrement, est une très belle ville, le pays est beau et merci pour l'accueil. Surtout la gentillesse des gens fait que vous êtes un peuple formidable, je ne vais jamais l'oublier.

**L.C.K. : Vous reviendrez donc à Kinshasa ?**

**Z.C. :** C'est sûr ! Je le dis sans hésiter. Même s'il le faut, dix, quarante, mille fois, je reviendrai. Autant que je le pourrai, je serai invitée, j'aurai le temps, je viendrai sans aucun problème. Merci aux Congolais de m'avoir adoptée comme leur enfant, je me suis sentie chez moi, comme si j'étais en Côte d'Ivoire. Je ne peux que dire merci beaucoup pour cela.

*Propos recueillis par Nioni Masela*

# INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés

## CHAN ALGÉRIE 2023

## Le Congo débute la compétition contre le Cameroun

Le calendrier de la septième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) a été rendu public. Les Diables rouges du Congo débiteront leur compétition le 16 janvier en affrontant les Lions indomptables du Cameroun, avant de recevoir le Mena du Niger quatre jours après.

Finir avant les autres concurrents est un privilège. Encore faut-il savoir tirer profit pour éviter les éventuels calculs lors du match Niger-Cameroun comptant pour la troisième journée. La pression est sur les épaules du onze national congolais.

Dans ce groupe à trois équipes, tous les matches seront considérés comme des finales car, seul le premier sera qualifié pour les quarts de finale. L'équipe qui prendra un faux départ aura sans nul doute de la peine à se relever. Le Congo affrontera le Cameroun, l'un des favoris du groupe. Les Lions indomptables ont été demi-finalistes du dernier Chan alors que les Diables rouges s'étaient arrêtés en quarts de finale et les Mena éliminés dès le premier tour.

Le Congo et le Cameroun se sont affrontés pour la première fois dans une phase finale du Chan au Maroc, en 2018. Les Congolais avaient précipité l'élimination des Camerounais dès le premier tour, en leur infligeant une défaite



Les Diables rouges joueront leur 4<sup>e</sup> Chan en Algérie. Adiac

de 2-0. C'est donc le Cameroun, revanchard, qui se présentera devant le Congo pour un match qui pourra déterminer la suite. Après les Lions indomptables, les Diables rouges recevront, le 20 janvier, le Mena du Niger. Les deux sélections s'étaient rencontrées lors de la dernière phase finale au Cameroun. Elles n'avaient pas pu se départager (1-1). En Algérie, ce sera une autre

paire de manche puisque la réalité ne sera forcément plus la même. Si le Congo gagne ses deux matches, il sera qualifié pour les quarts de finale et le dernier match du groupe qui mettra aux prises, le 24 janvier, le Niger au Cameroun, ne comptera que pour du beurre. Le match d'ouverture de cette septième édition opposera, le 13 janvier, l'Algérie à la Libye. En seconde explication,

l'Éthiopie affrontera le Mozambique. Le 14 janvier, la République démocratique du Congo (RDC) recevra l'Ouganda avant le très attendu Côte d'Ivoire-Sénégal. Le 15 janvier, le Maroc jouera contre le Soudan avant que Madagascar ne reçoive le Ghana. Le 16 janvier, le Mali-Angola se jouera avant Cameroun-Congo. Lors de la deuxième journée, l'Algérie recevra le 17 janvier

l'Éthiopie. Le Mozambique affrontera la Libye. Le 18 janvier, la RDC jouera contre la Côte d'Ivoire puis le Sénégal sera aux prises à l'Ouganda. Le 19 janvier, le Maroc et Madagascar s'affronteront en premier avant Ghana-Soudan.

Le 20 janvier, l'Angola recevra la Mauritanie avant Congo-Niger.

Le 21 janvier lors de la troisième journée, la Libye affrontera l'Éthiopie en même temps que Mozambique-Algérie. Le 22 janvier, le Sénégal en découdra avec la RDC à la même heure que l'Ouganda-Côte d'Ivoire. Le 23 janvier, les matches opposant le Soudan à Madagascar, puis le Ghana au Maroc se joueront au même moment. Le décalage sera visible dans les groupes à trois équipes car la Mauritanie affrontera le 24 janvier le Mali avant Niger-Cameroun.

Notons que les deux premiers des groupes A, B et C seront qualifiés pour les quarts de finale en compagnie des premiers des poules D et E.

James Golden Eloué

## ARCHIVAGE EN AFRIQUE

## Trois questions à l'archiviste Albert Mban

Albert Mban consacre son œuvre à l'organisation rationnelle des archives administratives et institutionnelles pour la gestion courante des institutions, la continuité de l'action administrative et la justification des droits et obligations de l'État, ainsi que la sauvegarde de la mémoire. Il répond à nos questions, à propos de son nouvel ouvrage «Manuel de gestion des documents administratifs et des archives», paru chez L'Harmattan.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Quels sont les objectifs de votre ouvrage ?**

**Albert Mban (A.M.) :** Je pars du constat selon lequel les archives organisées et structurées font cruellement défaut dans l'appareil administratif et institutionnel des États africains, et cela depuis leur accession à l'indépendance. Dans cette nouvelle livraison, je vise à atteindre deux objectifs. Le premier, qu'elle soit considérée comme un guide sur les règles de gestion et de classement des documents administratifs. Le second, se servir de procédures d'organisation et de conserva-

tion des documents d'archives.

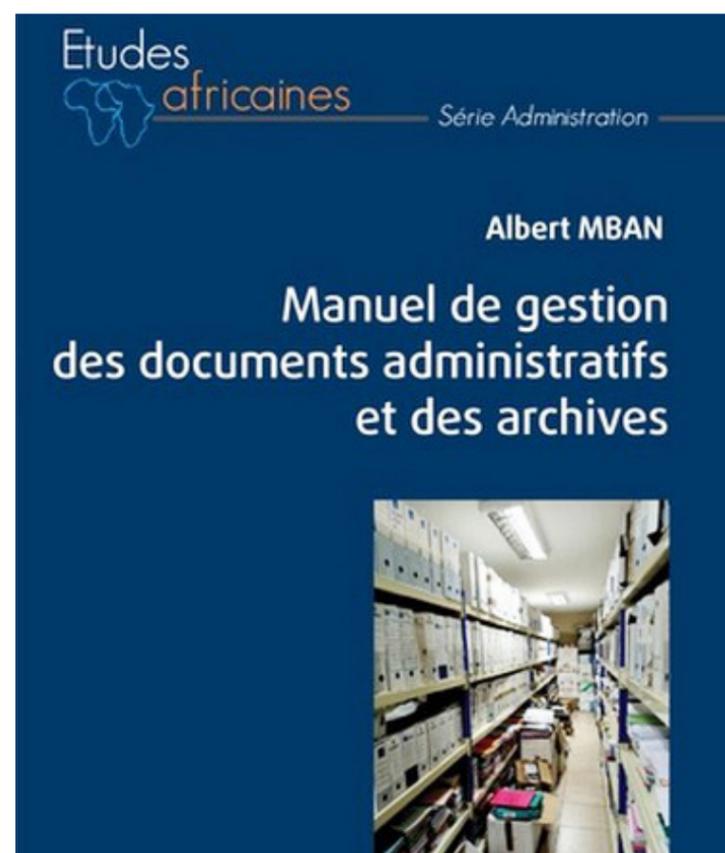
**L.D.B. : Quel est son apport sur la gestion courante des archives ?**

**A.M. :** Sur le plan administratif, ce manuel traite de sujets importants relatifs aux fonctions courrier, secrétariat et archives, trois fonctions administratives de base qui ne sont pas toujours organisées de façon rationnelle et efficiente. Sur le plan pédagogique, il est un ouvrage de référence pour enseigner et former les étudiants en sciences de l'information et des archives, transmettre les connaissances techniques et professionnelles aux ges-

tionnaires de documents, ainsi qu'au personnel des archives.

**L.D.B. : Comment jugez-vous l'état de l'archivage en Afrique en général ?**

**A.M. :** Étant archiviste de formation et de métier, et spécialiste de l'information scientifique et technique, j'ai mené des expertises et des consultations à l'international pour de nombreuses missions techniques et pédagogiques. Mes recherches ont été cautionnées dans des ouvrages tels que «Les problèmes des archives en Afrique / À quand la solution ?» (2007) ; «Les archives adminis-



tratives dans les États africains. Instruments de gouvernance et de souveraineté» (2017). Il appartient aux États africains de procéder aux réformes administratives dans ce domaine. Dans chaque pays respectif, l'État devra définir sa politique

archivistique et documentaire, étape indispensable puisqu'il s'agira de l'insertion de nouvelles fonctions dans les rouages administratifs et institutionnels, ainsi que de la révision des organigrammes actuels.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

## FOOTBALL

## L'Anglais Steven Gerrard démis de ses fonctions à Aston Villa

Steven Gerrard a été démis de ses fonctions d'entraîneur d'Aston Villa, moins de deux heures après la défaite 3-0 des Villans sur le terrain de Fulham, le 20 octobre lors de la 12<sup>e</sup> journée de Premier League.

«Aston Villa FC peut confirmer que l'entraîneur Steven Gerrard quitte le club avec effet immédiat», a écrit Aston Villa dans un communiqué. «Nous tenons à remercier Steven pour son travail acharné et son engagement, et lui souhaitons bonne chance pour l'avenir», a ajouté le club.

Légende de Liverpool, Gerrard paye les mauvais résultats de la formation de Birmingham, actuellement 17<sup>e</sup> de Premier League, à égalité de points (9) avec le 18<sup>e</sup> et premier relégable, Wolverhampton.

Villa n'a gagné que deux de ses onze matches de championnat cette année. La déroute de jeudi



Steven Gerrard à Aston Villa, c'est fini/AFP

Lors de sa conférence de presse après la rencontre contre Fulham, Gerrard avait juré de sauver son poste. «Je suis un battant, je n'abandonnerai jamais, jamais rien, que ce soit dans le football ou dans la vie. Nous verrons ce qui se passe. Je vais continuer à me battre, à moins qu'on ne me dise le contraire», avait-il déclaré. Mais quelques minutes seulement après cette déclaration, Villa annonçait son licenciement.

Aston Villa, propriété des milliardaires Nassef Sawiris et Wes Edens, serait prêt à payer l'un des salaires les plus élevés de la Premier League pour recruter le meilleur remplaçant pour Gerrard, si l'on en croit les médias britanniques. Le nom de l'ancien entraîneur du Paris Saint Germain et de Tottenham, Mauricio Pochettino, a été mentionné pour le poste, tout comme celui de l'ancien entraîneur de Chelsea, Thomas Tuchel. Reste à savoir si Pochettino ou Tuchel pourraient être persuadés de rejoindre un club dans une position aussi périlleuse.

D'autres candidats potentiels sont l'entraîneur de Villarreal, Unai Emery, qui a l'expérience de la Premier League avec Arsenal, et l'ancien entraîneur de Burnley, Sean Dyche, vétéran de nombreuses batailles de relégation avec les Clarets.

Camille Delourme avec AFP

## HUMEUR

## Baisse du niveau scolaire, culpabilité de certains parents établie !

Ce billet part d'un constat que nous ne cessons de faire, il y a de cela près de cinq ans, dans certaines grandes agglomérations de notre pays. De nombreux parents d'élèves sont passés maîtres dans la complaisance, négociant le passage de leurs enfants en classe supérieure sans le niveau scolaire requis. Voyons comment cela se passe, alors. Premièrement, il y a eu ces dernières années comme un exode d'élèves qui quittent l'enseignement privé pour l'enseignement public, suite à diverses raisons qu'il n'est pas question pour nous d'énumérer ici. Ces élèves qui repartent à l'enseignement public « trichent » sur leurs transferts en mettant des niveaux qu'ils ne méritent pas. Cela est l'œuvre des parents qui sont en complicité avec des écoles privées. Il n'est pas rare de voir un enfant qui a repris la classe de 5<sup>e</sup> se retrouver facilement l'an prochain dans une école publique en classe de 3<sup>e</sup>. Bizarre !

Le deuxième aspect résulte des différentes émulations scolaires de fin d'année scolaire qui sont devenues un « vrai fonds de commerce ». Des parents acceptent d'acheter des notes à leurs enfants en glissant de l'argent soit aux enseignants, soit à certains responsables afin que ceux-ci soient cités parmi les meilleurs lors de ces émulations. Et au final, ces enfants-là passent tous en classe supérieure sans niveau réel. Alors à qui la faute dans ces conditions ?

Le troisième aspect, encore plus dangereux que les deux premiers, est le fait que toutes les années, certains parents changent d'école à leurs enfants en fustigeant le mauvais enseignement de l'établissement précédent parce que leurs enfants ont obtenu des résultats très médiocres à la fin. Pire encore, ces parents trichent sur le niveau scolaire des enfants, en obligeant la nouvelle école de les mettre en classe supérieure. Un enfant qui a repris le CM1 peut curieusement se retrouver en classe de 6<sup>e</sup> dans une autre école d'à-côté comme s'il était admis à son CEPE l'an dernier.

A dire vrai, quelles que soient les conclusions auxquelles les états généraux de l'enseignement aboutiront s'ils sont tenus, et si certains parents continuent de briller par ces agissements « immoraux », il serait très difficile de rehausser le niveau scolaire des élèves. Et pourtant, en plus des états généraux de l'éducation que tout le monde souhaite, les pouvoirs publics ont toujours mis des bouchées doubles pour restaurer le niveau scolaire.

Cette question du niveau scolaire sans tricherie et de la valeur de l'éducation est bien théorisée par le sociologue Olivier Rebol dans son ouvrage « Les valeurs de l'éducation » car, apprendre n'est pas synonyme de tripatouillage, c'est plutôt élever et s'élever, parce que l'école sans tricherie permet à l'enfant de se construire librement un avenir. Et l'éducation bien réussie constitue un socle du développement d'un pays.

Faustin Akono

a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour la hiérarchie du club, qui a limogé Gerrard après seulement onze mois à la tête de l'équipe.

Gerrard et ses joueurs ont été hués à l'issue du match par les supporters de Villa, furieux de cette défaite à Fulham qui porte à quatre le nombre de matches sans victoire du club.

## Lutte contre la relégation

Il avait mené Aston Villa à la 14<sup>e</sup> place la saison dernière, arrivé des Rangers pour remplacer Dean Smith en novembre 2021, avec un contrat de trois ans et demi.

Le club avait espoir que l'ancien joueur de Liverpool et de l'équipe d'Angleterre le fasse monter dans le haut du classement. Mais à la place, Aston Villa lutte désormais contre la relégation. Gerrard avait remporté le titre de champion d'Ecosse avec les Rangers en 2021, mettant fin à la longue période de domination du Celtic. Mais il n'a pas été en mesure de s'appuyer sur ces antécédents impressionnants depuis son arrivée à Aston Villa. L'équipe a aussi été handicapée par les blessures de ses nouvelles recrues Diego Carlos et Bouba Karim, ainsi que de Lucas Digne.

## NÉCROLOGIE



Siméon Ntsayouolo, agent des Dépêches de Brazzaville, Germaine Ontango, Barnabé Ngami, Arsène Yvon Tsayouolo et famille annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle, frère, grand-père, fils, beau-père et arrière grand-père Siméon Ntsayouolo, survenu le 18 octobre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°4 de la rue 5 février à Mikalou II-Brazzaville.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

L'église Bon nouveau message (KCC), ville de Brazzaville, a le regret d'annoncer le décès de son chef spirituel et fondateur visible, le prophète Dizolele Mpingu Wafiduswa Isaac à l'âge de 92 ans. Décès survenu le 20 août 2022 à Kinshasa, après 67 ans de vie sacerdotale. À Brazzaville, les cérémonies d'hommage se déroulent au sein de la paroisse, sise n° 163 rue Lénine à Ouenzé (vers l'avenue Miadeka). La mise en terre se fera le 29 octobre 2022 au Mont-Matangi dans le Kongo-central en République démocratique du Congo.



## RÉFORMES À LA BEAC

## Le gouverneur Abbas Mahamat Tolli annonce des avancées majeures

Le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), Abbas Mahamat Tolli, s'est entretenu, le 20 octobre à Brazzaville, avec le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.



Denis Sassou N'Guesso et Abbas Mahamat Tolli

Abbas Mahamat Tolli est allé présenter au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le carnet de santé de la BEAC. En dépit des affres causées par la covid-19 et autres maux qui minent les pays du monde, le gouverneur Abbas a assuré que la BEAC se porte bien, et que les inquiétudes nées d'une éventuelle dévaluation du FCFA se sont évanouies.

« L'état de santé de la Banque centrale est très bon, tant sur les réformes de son cadre de politique monétaire qu'au niveau de l'exploitation, que

sur l'ensemble des réformes que nous avons entreprises dans le cadre du plan stratégique de la Banque centrale 2017-2021. Il y a des avancées majeures sur lesquelles je souhaitais justement tenir informer le chef de l'Etat. Nous sommes pratiquement à 84% d'exécution de notre plan stratégique en ce qui concerne la Banque centrale, nos banques sont résilientes et accordent des crédits, nonobstant les crises répétitives depuis quelques années », a déclaré le gouverneur de la BEAC au sortir de l'audience.

A la tête de la BEAC depuis 2017, le gouverneur Abbas Mahamat Tolli a engagé de nombreuses réformes qui aujourd'hui continuent de porter des fruits.

Sa jeunesse, son expérience, son intelligence, ses qualités personnelles et son ascension fulgurante dans la haute administration sont, sans doute, quelques qualités qui lui ont valu d'être désigné par les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Yvette Reine Nzaba

## PÉTROLE:

## Ankara appelle à lever les sanctions contre le Venezuela et l'Iran

La Turquie a appelé, vendredi, à «lever les sanctions» contre le Venezuela et l'Iran afin de lutter contre la flambée des prix du pétrole liée à la guerre en Ukraine.

«Le monde entier a besoin du pétrole et du gaz naturel du Venezuela (...) D'autre part, il y a un embargo sur le pétrole iranien», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. «Si vous voulez que les prix baissent, levez ces sanctions, supprimez les embargos sur ces pays qui offriront des denrées aux marchés», a plaidé le chef de la diplomatie turque.

Les deux pays pétroliers, alliés l'un de l'autre, font face à des sanctions paralysantes imposées par les Etats-Unis. Mevlut Cavusoglu a également dénoncé la réaction des Etats-Unis - sans nommer Washington - à la récente décision des pays exportateurs de pétrole, Arabie saoudite en tête, de réduire la production pour soutenir les prix de l'or noir.

«On voit qu'un pays menace l'Arabie saoudite. Cette intimidation n'est pas juste», a déclaré le ministre turc.

La France avait également plaidé fin juin pour une «diversification des approvisionnements» vers l'Iran et le Venezuela afin de freiner l'envolée des prix à la pompe provoquée par la guerre en Ukraine. «Président Macron! Le Venezuela est prêt à accueillir toutes les entreprises françaises qui voudraient venir produire du pétrole et du gaz», avait lancé le lendemain le président vénézuélien, Nicolas Maduro, à la télévision publique.

AFP

## RÉFLEXION

## Où va l'Europe ?

Alors que la guerre opposant depuis des mois l'Ukraine et la Russie semblait devoir accélérer la longue marche de l'Europe vers son unification et, par conséquent, faire de l'Union européenne (UE) l'une des communautés humaines les plus structurées, les plus puissantes du globe, c'est exactement l'inverse qui se produit. En témoigne l'incapacité des pays du Vieux continent de s'entendre sur l'essentiel, à savoir leur sécurité et la protection de leurs populations, comme le démontrent, d'une part, les divergences de leurs dirigeants concernant l'énergie et, d'autre part, leur vision différente, pour ne pas dire opposée, de la défense européenne.

Survenant après le Brexit qui a vu l'Angleterre quitter brutalement

l'UE, il y a deux ans, l'opposition entre la France et l'Allemagne, qui ne cesse de s'aggraver, laisse prévoir une crise interne qui pourrait bien déboucher, si rien n'est fait pour y mettre un terme rapidement, sur l'implosion pure et simple de la communauté des Vingt-sept. Et donc la déstabilisation interne d'une des institutions les plus puissantes de la planète dont les dissensions, tout au long du siècle précédent, avaient fini par provoquer deux guerres mondiales.

S'il ne fait aucun doute qu'une telle réflexion, une telle vision négative de la vieille Europe nous vaudront à nouveau quelques remarques acerbes de la part des représentants de l'UE, les faits sont bien là pour démontrer aujourd'hui que loin de renforcer l'unité de l'Europe, le conflit provoqué dans l'Est du

continent par la Russie de Vladimir Poutine en aggrave au contraire les dissensions. Une réalité très concrète qui, soit dit en passant, pousse aujourd'hui le président des Etats-Unis, Joe Biden, à agir dans le but de renforcer le Conseil de l'Atlantique Nord créé à Washington le 4 avril 1949 par douze pays et qui en compte aujourd'hui trente dans le cadre de l'Otan.

Pour dire, ou plutôt écrire, les choses de façon plus brutale, l'Europe est aujourd'hui menacée d'implosion avec, d'une part, l'Allemagne dont la puissance financière ne cesse de se renforcer face à la France dont la dette publique devient proprement ingérable ; avec, d'autre part, cette même Allemagne qui entend renforcer sa présence dans le domaine militaire face à cette même France qui est le

seul pays de l'Union détenant des armes nucléaires et occupant de ce fait un siège permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Une double réalité bien concrète que personne n'ose encore traiter publiquement, mais que les observateurs de la scène européenne scrutent aujourd'hui avec la plus grande attention.

L'Histoire, la grande Histoire, nous a suffisamment démontré dans les décennies précédentes qu'il faut être réaliste et donc regarder la vérité en face avant qu'il soit trop tard pour que nous ne fermions pas les yeux sur les vraies, les dures réalités stratégiques du temps présent. Réalités dont le « coup de froid » entre Berlin et Paris donne une idée précise.

Jean-Paul Pigasse